

SEPTEMBRE 2022

Enquête finale

Rapport régional des résultats de l'enquête finale (Endline) dans la région du bassin du lac Tchad : Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad.



© RESILAC / Juin 2022 / Membres banque céréalière, Tchad



Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne et de l'Agence Française de Développement dans le cadre du projet RESILAC. Son contenu relève de la seule responsabilité du projet et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne ni de l'Agence Française de Développement.

SOMMAIRE

Introduction	03
Méthodologie et limites	03
Profil sociodémographique des répondant·e·s	04
Résultats clés	05
Analyse thématique par objectif	06
# Capital Social Communautaire	06
# Appui aux organisations locales	08
# Accès équitable aux ressources naturelles	11
# Conflits communautaires	14
# Santé mentale et bien-être	16
# Réinsertion socio-économique des jeunes	18
# Accompagnement des producteur·rice·s	21
# Renforcement des acteurs locaux	24
# Genre	25
# Norme Fondamentale Humanitaire	27
Annexe I. Résultats du cadre logique	28

En savoir plus

Pour obtenir des informations supplémentaires sur le projet RESILAC, veuillez contacter Hélène Ronceray, Coordinatrice Régionale (coordoreg@resilac-actioncontrelafaim.org). Pour en savoir plus sur les enquêtes et autres mécanismes de redevabilité, écrivez-nous à refpilier4@resilac.org.

I. Introduction

La région du bassin du lac Tchad est confrontée aujourd'hui à une profonde crise socio-économique, politique, sécuritaire et environnementale. **RESILAC propose une logique pro-résilience qui contribue au redressement économique et au renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des territoires les plus affectés.** Pour ce faire, le projet met en œuvre des activités visant à promouvoir le développement économique, à préserver la cohésion sociale et à renforcer la capacité institutionnelle des autorités au Niger, au Nigeria, au Cameroun et au Tchad¹.

Dans sa dernière année de mise en œuvre, **RESILAC intervient aujourd'hui dans 13 communes d'intervention, touchant directement plus de 155 000 personnes.** Ce rapport présente les résultats consolidés de l'enquête finale, réalisée entre juillet et août 2022 auprès de 4 586 personnes. L'objectif est de fournir une vision d'ensemble sur l'évolution du contexte et de mesurer les progrès accomplis par le projet.

II. Méthodologie et limites

La collecte de données terrain a été précédée par un atelier régional de formation sur les approches et les méthodes mises à contribution par le Groupe URD. Les responsables du Pilier 4 (Abdoul-Aziz Elh Sanoussi Issoufou au Niger, Jean Nkaa au Cameroun, Pierre Labe Maningar au Tchad et Anda Zakaria au Nigeria) ont, chacun, formé et supervisé une équipe d'environ 50 énumérateur·rice·s sur le terrain qui ont administré les questionnaires en kanouri, haoussa et peulh. Par ailleurs, une équipe de quatre chercheurs (Kalilou Seydou Moussa au Niger, Claudian Soffo au Cameroun, Allah Kaus Neneck au Tchad et Ibrahim Adamu Basirka au Nigeria) ont réalisé une vingtaine d'entretiens (de groupe et individuels) dans chaque pays afin de collecter des informations qualitatives additionnelles sur les thématiques clés dans le but d'approfondir les informations sur les effets attendus et non attendus du projet.

L'hétérogénéité des zones et le manque de données démographiques actualisées de base ont justifié le choix de réaliser un échantillonnage raisonné non aléatoire. Au Tchad et au Cameroun, les zones ont été sélectionnées en fonction du poids programmatique et de l'accès (mesures sécurité et aléas). Au Niger et au Nigeria, toutes les zones d'intervention ont été couvertes. Quant aux répondant·e·s, il a été question de diversifier les unités types de manière à inclure la plus grande variété de cas possible, indépendamment de leur fréquence statistique. L'enquête s'est articulée à travers cinq questionnaires structurés privilégiant les entretiens individuels face à face et les échanges délibératifs ouverts pour approfondir les sujets clés.

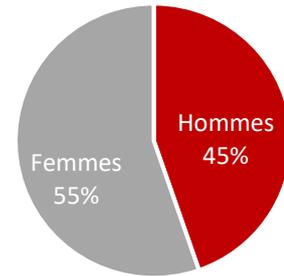
Toutefois, les résultats doivent être interprétés avec prudence en raison des limites suivantes : les informations sont tirées directement des déclarations des répondant·e·s lors des entretiens individuels face à face, l'existence de biais de désirabilité sociale² dans les réponses sur des sujets sensibles (conflits, ressources naturelles, appui du projet, etc.), et les interruptions liées au contexte sécuritaire.

¹ Cofinancé par l'Union européenne (Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique) et l'Agence française de développement (AFD) RESILAC est mis en œuvre par un Consortium international (Action contre la faim - chef de file, CARE et Groupe URD) en partenariat avec le réseau CCFD - Terre Solidaire, Search For Common Ground et des organisations locales.

² Le biais de désirabilité sociale se réfère à la tendance des individus à donner des réponses socialement désirables au détriment de l'expression sincère de ses opinions personnelles. Ce biais peut être induit par un contexte social dans lequel il est particulièrement important pour l'individu d'être apprécié par autrui (exemple opinion d'un bénéficiaire d'un projet face aux opérateur·rice·s), et mitige la validité des conclusions tirées sur la base de ces réponses.

III. Profil sociodémographique des répondant-e-s

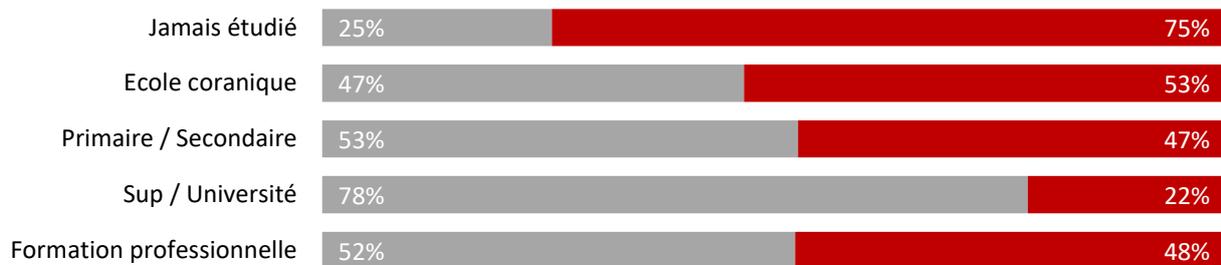
Afin de capturer l'ensemble des réalités des différentes zones d'intervention, l'enquête a couvert **4 586 personnes appartenant à différentes couches socio-économiques dans les quatre pays**, réparties comme suit : 1 782 au Niger, 1 556 au Tchad, 713 au Cameroun et 535 au Nigeria. **Sur l'ensemble, 55% des répondant-e-s sont des femmes.**



Majoritairement résidentes en zone rurale, **90% des personnes enquêtées sont issues des communautés hôtes**, avec une faible représentation de personnes déplacées et retournées au Tchad et au Niger et de déplacées au Nigeria.

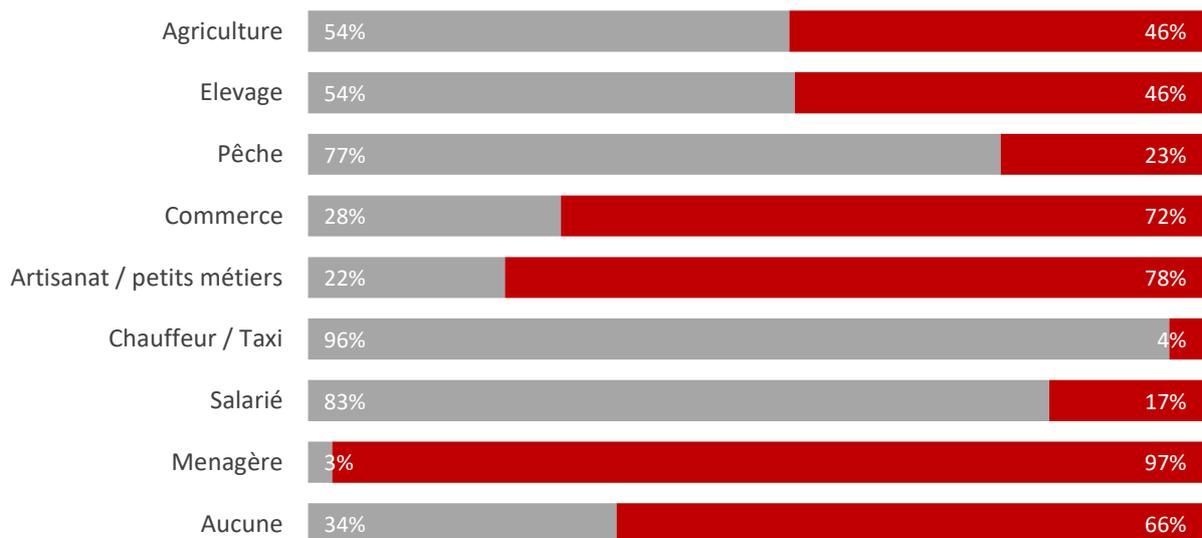
Sur le plan de l'éducation, les zones d'intervention sont les moins scolarisées de chaque pays³ : parmi les personnes enquêtées, près de la moitié ont été à l'école coranique mais à peine 24% ont fréquenté des établissements scolaires, et seulement 8% ont eu accès à des études de cycle supérieur et / ou des formations professionnelles. **Sur 10 personnes n'ayant jamais étudié, 7 sont des femmes.**

Fig. 0 Répartition du niveau de scolarisation (femmes/hommes)



En moyenne, les hommes enquêtés sont âgés de 38 ans et se dédient principalement au transport, à la pêche et à l'agriculture, tandis que les femmes sont âgées de 34 en moyenne et s'occupent dans le petit commerce, les tâches ménagères et l'artisanat.

Fig. 0 Répartition des activités professionnelles (femmes/hommes)



³ Banque Mondiale, 2021

IV. Résultats clés

1. Un Capital Social Communautaire (CAS) solide malgré la détérioration du contexte

Malgré la recrudescence de la crise sécuritaire et socio-économique depuis le début du projet, **le capital social des communautés se consolide dans les zones d'intervention**, en particulier dans les zones où plus d'activités liées à la cohésion sociale ont été mises en œuvre. Le taux d'évolution du score CAS est de 16% depuis le début du projet (score total de 36 à 42 soit une évolution de 6 points), confirmant l'importance des actions orientées vers le vivre ensemble, le dialogue interreligieux et la citoyenneté à l'échelle locale.

2. Des organisations locales mieux structurées

Les résultats montrent une grande satisfaction des organisations locales sur la qualité de l'accompagnement fourni par le projet. Aujourd'hui, la grande majorité de celles accompagnées affirment être mieux **structurées, dotées d'un règlement intérieur et un statut, d'un bureau de gestion, d'un budget et d'un plan d'action**. Toutefois, les moyens financiers et matériels restent des difficultés majeures pour leur développement.

3. Une gestion des ressources naturelles plus concertée

Les communautés consultées estiment être de plus en plus confrontées à des conflits liés aux ressources naturelles et intracommunautaires. Paradoxalement, **85% des répondant-e-s considèrent que les ressources naturelles sont distribuées équitablement parmi tou-te-s les membres de leur communauté**. L'intensité de la crise sécuritaire semble justifier l'exceptionnalité des mesures restrictives, atténuant la responsabilité vis-à-vis des autorités nationales sur la gestion des territoires.

4. Perspectives d'avenir : un dispositif de réinsertion socio-économique complet et adapté

De façon générale, les personnes accompagnées à travers le dispositif éducation-formation-insertion sont satisfaites de la qualité du service et ses effets directs. **89% des personnes ayant démarré une activité génératrice de revenus estiment que celle-ci a amélioré significativement leurs conditions de vie et celle de leurs proches**. Outre cela, les bénéficiaires ont également souligné d'autres effets positifs non attendus tels que le **sentiment d'autonomie, la participation à la vie communautaire et l'amélioration des relations familiales**.

5. L'agriculture, clé dans la lutte contre le changement climatique

Le taux moyen d'adoption des techniques agricoles innovantes identifiées et promues par le projet est de 98%. Les personnes enquêtées notent une **augmentation de leur production, une qualité accrue de leur production et une amélioration de la fertilité du sol**. Ceci a un impact sur l'augmentation de leurs revenus, la diminution du taux d'endettement et l'amélioration des conditions de vie de leurs ménages.

6. Une décentralisation mitigée par le manque de ressources financières et techniques

Sur l'ensemble des organismes (acteurs institutionnels, OSC et OCB) enquêtés, **91% affirment que l'appui du projet RESILAC leur a permis de mieux jouer leur rôle dans la gestion de leur territoire**. Les résultats montrent une progression positive de la participation des femmes dans les sphères décisionnelles des organisations locales, passant d'une moyenne de 16% en 2019 à 30% en 2022.

7. Une intervention plus responsable à l'écoute des communautés affectées par la crise

Sur l'ensemble des pays d'intervention, **94% des personnes enquêtées se sentent suffisamment informées à propos du projet**. Quant à la pertinence de l'action, en cohérence avec les constats réalisés lors des exercices évaluatifs du projet, **91% estiment que le soutien reçu correspond à leurs attentes**. De la même manière, **92% affirment que RESILAC fait une différence dans leur vie**.

V. ANALYSE THEMATIQUE PAR OBJECTIF

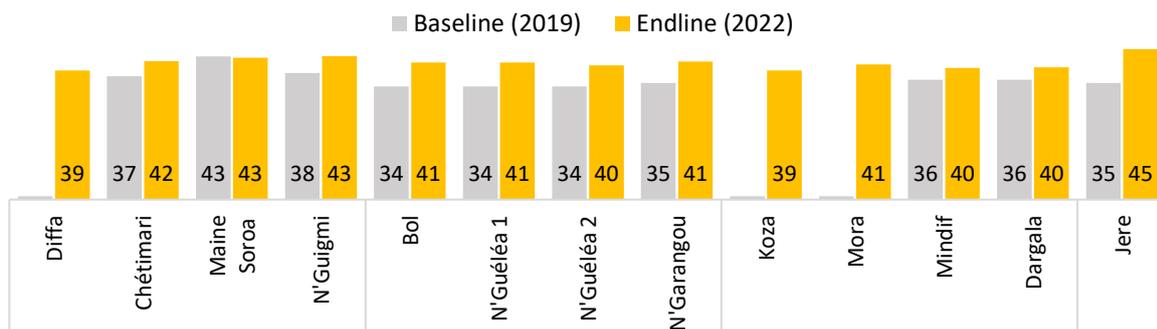
OS 1 / Renforcer le capital humain, la cohésion sociale et la gestion collective et durable des ressources naturelles

#1. Capital Social Communautaire (CAS)

Aujourd'hui, plus de **11 millions de personnes sont directement affectées par la crise humanitaire** dans le nord-est du Nigéria, la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, l'ouest du Tchad et le sud-est du Niger⁴. En retissant des liens sociaux et de la confiance entre communautés et en aidant les victimes de violences à surmonter leurs traumatismes, RESILAC contribue à créer les conditions propices pour améliorer la résilience des communautés et renforcer leur capital social, base d'une reprise économique. Le score développé sur le Capital Social Communautaire (CAS) repose sur la perception des populations vis-à-vis de l'homogénéité, les tensions, la sociabilité, l'entraide, la gouvernance et l'engagement de leur communauté. Il s'agit des ressources intangibles dont une communauté dispose pour contribuer à son développement.

Malgré la recrudescence de la crise sécuritaire et socio-économique, les résultats de l'enquête montrent une **évolution positive du capital social communautaire**, passant de 36 à 42 sur un total de 50 depuis le début du projet (soit un taux d'évolution de 16%), confirmant l'importance des liens sociaux et de l'entraide à l'échelle locale comme ressource capital vers la résilience des territoires.

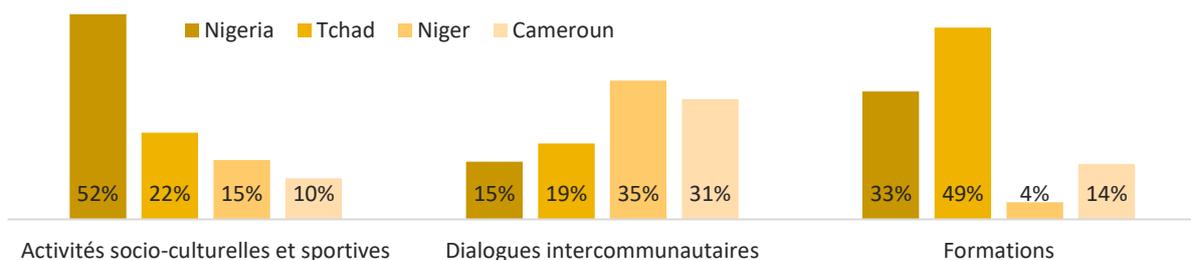
Fig. 1 Evolution du score CAS par pays et commune d'intervention



*Les données initiales pour les zones de Diffa (Niger), Koza et Mora (Cameroun) ne sont pas disponibles car ne faisaient pas partie de territoires d'intervention du projet et n'ont pas été donc couvertes par l'enquête initiale.

Le capital social aurait le plus augmenté au Nigeria et au Tchad, où le plus grand nombre d'activités socio-culturelles et sportives, dialogues et formations sur le vivre ensemble **ont été mises en place par le projet**, qui coïncide aussi par une moindre proximité à l'épicentre de la crise. Ceci est confirmé par les témoignages des bénéficiaires au Nigeria qui ont connu un renforcement des liens sociaux et une amélioration de la vie en communauté avec, selon eux, un plus fort niveau de résilience communautaire aux contingences et une amélioration de la reprise économique.

Fig. 2 Répartition des principales activités de cohésion sociale mises en œuvre par pays



⁴ OCHA, 2022

Toutefois, il convient d'illustrer les questions individuelles de l'échelle, qui reflètent de façon plus précise le vécu et le positionnement des communautés vis-à-vis d'elles-mêmes, sans variations significatives entre les différents groupes et pays.

Fig. 3 Résultats de l'échelle du Capital Social Communautaire (CAS) par question

Les membres de la communauté...

■ Pas du tout d'accord ■ Pas d'accord ■ Sans opinion ■ D'accord ■ Très d'accord

Q1. ...se considèrent, avant tout, nationaux



Q2. ...partagent, pour la plupart, les mêmes conditions de vie



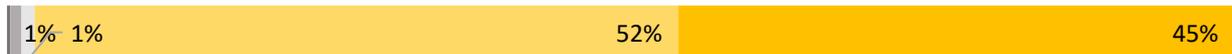
Q3. ...se font, la plupart du temps, confiance



Q4. ...identifient facilement les personnes clés



Q5. ...savent quand des événements communautaires importants ont lieu



Q6. ...travaillent généralement ensemble sur des questions importantes



Q7. ...font souvent partie d'un groupement ou association communautaire



Q8. ...se réunissent pour trouver des solutions aux problèmes communs



Q9. ...sont encouragés à participer à la prise des décisions qui les concernent



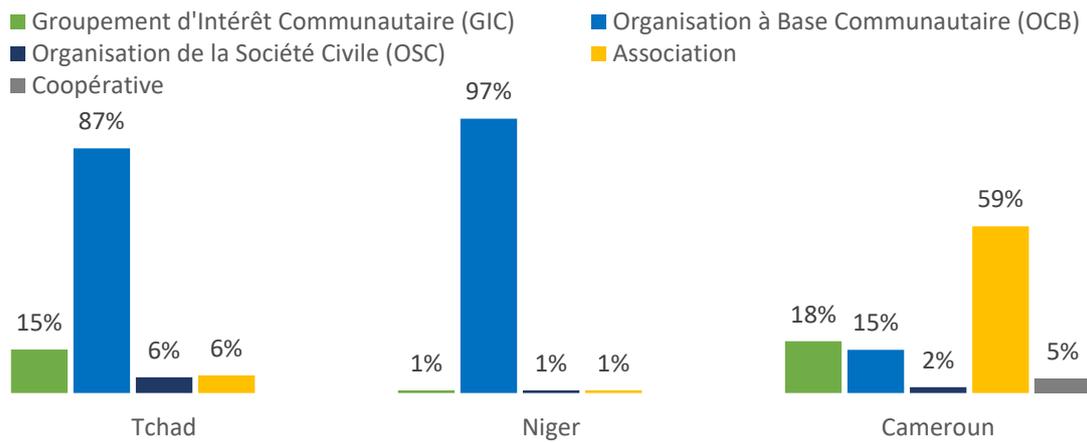
Q10. ...ont suffisamment d'argent pour soutenir des programmes d'amélioration



#2. Appui aux organisations locales

351 organisations locales ont été enquêtées, soit **84% du total des organisations appuyées par le projet** dans les trois pays d'intervention menant ces activités, à savoir 100% au Niger (110 organisations), 92% au Cameroun (98 organisations) et 71% au Tchad (143 organisations). Ont été incluses les Groupements d'Intérêt Communautaire (GIC), les Organisations à Base Communautaire (OCB), les Organisations de la Société Civile (OSC), les Associations et les Coopératives. La moyenne des organisations enquêtées compte avec une trentaine de membres, avec une moyenne de 63% des femmes.

Fig. 4 : Répartition du type d'organisation enquêtée par pays (tout genre)



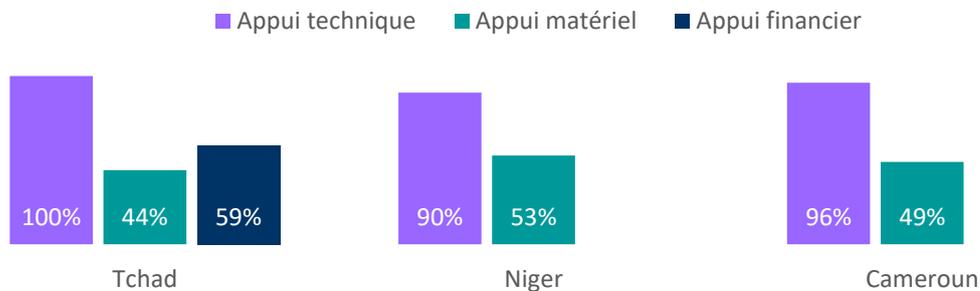
Un appui multiforme a été proposé aux organisations suite à la réalisation d'un diagnostic initial par les équipes du projet. En fonction des besoins identifiés, celles-ci bénéficient d'un **accompagnement technique (formations, sensibilisations, etc.)**, matériel ou financier. Une même organisation peut bénéficier des différentes modalités d'appuis.



© RESILAC / Juin 2022 / OCB Cameroun

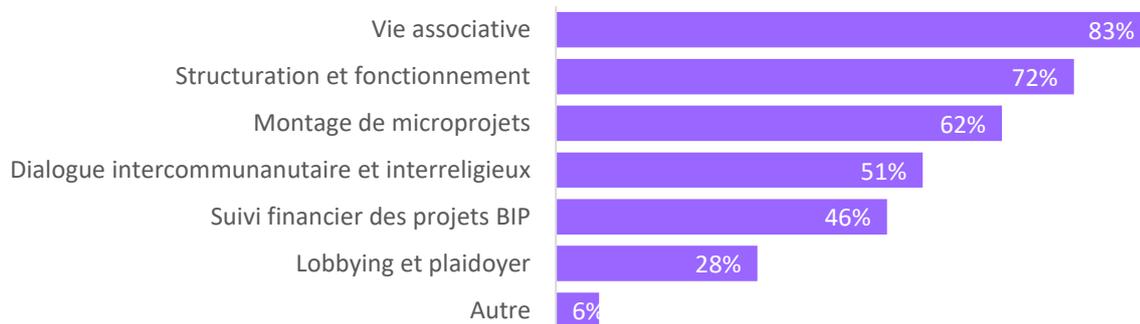
Quant aux appuis reçus, 85% ont été formées sur diverses thématiques, 40% ont bénéficié d'un appui matériel et 19% auraient reçu un soutien financier. Il convient de noter que la totalité des organisations ayant confirmé avoir reçu un appui financier se trouvent au Tchad, montrant des modalités d'appui différentes entre les pays.

Fig. 5 : Répartition du type d'appui reçu par pays



Sur l'ensemble des **317 organisations enquêtées ayant bénéficié d'un ou plusieurs cycles de formation**, la plupart ont été formées sur les principes de base de la vie associative (83% du total), les éléments clés pour la structuration et fonctionnement général (72% du total) et le montage de micro-projets (62% du total). L'objectif de ces cycles est donc de faciliter la formalisation des structures et leur autonomie, afin d'accroître leur participation au développement de leurs communautés.

Fia. 6 : Répartition des cycles de formations par thématique

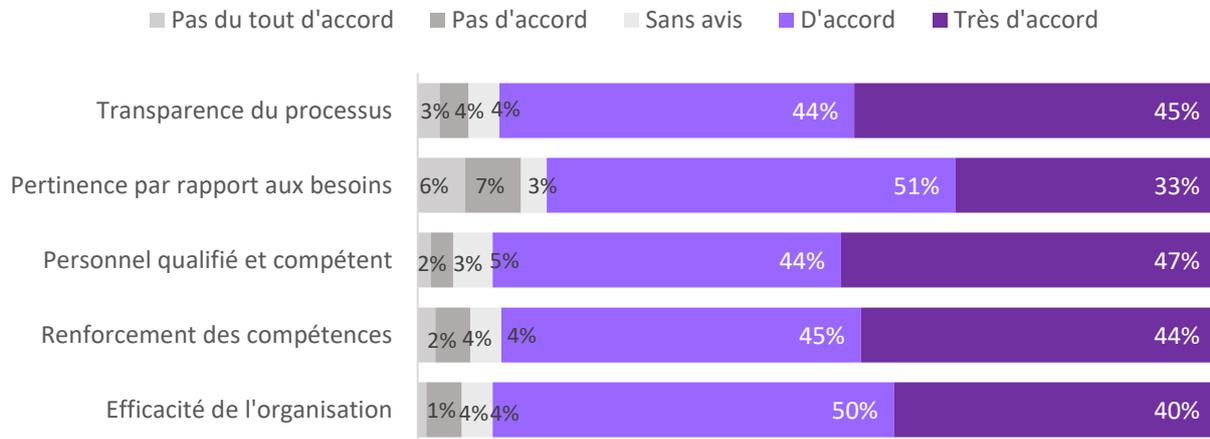


Sur les **149 structures enquêtées ayant reçu un appui matériel**, 85% confirment avoir reçu des outils ou des intrants afin de pouvoir mettre en œuvre des activités, contre 34% qui ont reçu du matériel pour l'équipement de leur bureau de gestion. Quant à l'appui financier, les 70 organisations au Tchad affirment avoir reçu un appui financier qui varie de 50.000 FCFA à 150.000 FCFA dédiés au démarrage d'Activités Génératrices de Revenus (AGR), à la conduite des sessions de sensibilisations, des fonds de roulement, l'achat d'équipement et d'autres formations additionnelles.

Dans ce cadre, l'enquête a recueilli **des informations sur l'appréciation de la qualité du soutien** fourni par le projet. Ainsi, il a été demandé aux organisations d'exprimer leur accord ou désaccord par rapport aux suivantes affirmations : le processus de sélection des organisations a été clair et transparent, l'accompagnement de RESILAC a répondu de façon appropriée aux besoins de mon organisation, le personnel formateur est qualifié et compétent dans le domaine technique et l'accompagnement, les compétences du personnel de mon organisation se sont significativement améliorées et les compétences acquises permettent à mon organisation de mieux jouer son rôle dans la vie de la communauté.

Les résultats montrent une appréciation générale très positive sur le dispositif, où la majorité des répondant-e-s a affirmé être d'accord ou très d'accord par rapport aux affirmations proposées. L'analyse désagrégée ne montre pas d'écart significatif par pays, à l'exception du Tchad, où se concentrent la plupart des avis en désaccord.

Fig. 7 : Appréciation des organisations sur le dispositif d'accompagnement



En revanche, les **informations recueillies de façon qualitative** au Tchad indiqueraient que l'appui aux organisations locales a permis le renforcement des capacités de leurs membres, leur structuration et leur redynamisation dans un contexte où ces organisations étaient tributaires des aides multiformes mais ne pouvaient réaliser des activités durables. RESILAC, selon les personnes enquêtées, aurait su impulser un nouveau souffle à travers ses formations, son appui et la mise en réseau. Ainsi, ces organisations tiennent plus de réunions, leurs membres cotisent plus souvent et s'entraident en cas de problèmes sociaux. Sur l'ensemble, les résultats montrent que **85% des répondant-e-s estiment que leurs organisations sont plus crédibles au sein de leur communauté après l'appui de RESILAC**. Ceci s'explique, pour la plupart, par le renforcement de leur structuration et l'augmentation significative des activités mises en œuvre.

La plupart des organisations ont mis en place des mécanismes visant à régulariser leur fonctionnement : **100% du total disposent d'un règlement intérieur et un statut** et organisent des réunions régulières, **98% ont désigné un comité ou bureau de gestion et 90% comptent avec un budget et un plan d'action**. Toutes les organisations organisent des réunions collectives, soit de façon hebdomadaire ou mensuelle (99% du total) ou trimestrielle pour certaines. Sur l'ensemble, **86% ont l'autorisation officielle d'exercer**, en particulier les OSC, les OCB et les GIC. Cependant, ce pourcentage est moindre pour les associations (55% du total) et les coopératives (80% du total). Ceci pourrait montrer un besoin d'appui additionnel à ces organisations.

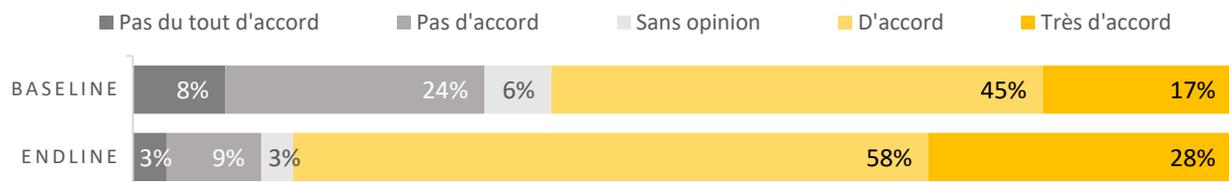
Egalement, les résultats de l'enquête montrent que **la plupart des organisations estiment jouer un rôle significatif dans la vie de la communauté** (92% sur l'ensemble), en particulier sur la sensibilisation et la mobilisation communautaire mais aussi en développant des activités agricoles et de commerce : « *Notre organisation répond aux besoins de la communauté de changer leur condition quotidienne* ». Cependant, les organisations indiquent quelques difficultés majeures qui entravent leur développement. Si bien seulement 46% des organisations enquêtées ont répondu à cette question, plus de la moitié ont affirmé manquer de moyens financiers pour maintenir leurs activités, suivi du manque de moyens matériels et de formation. Ces réponses coïncident également avec les recommandations formulées à l'endroit du projet : la plupart souhaiterait recevoir un appui financier, plus d'appui matériel et d'autres formations complémentaires.

#3. Accès équitable aux ressources naturelles

Malgré le contexte de la région, les résultats de l'enquête montrent une évolution plutôt positive de la perception des populations sur l'accès équitable aux ressources naturelles : **85% des personnes estiment que les ressources sont équitablement accessibles**, alors que seulement 12% ne sont pas d'accord.

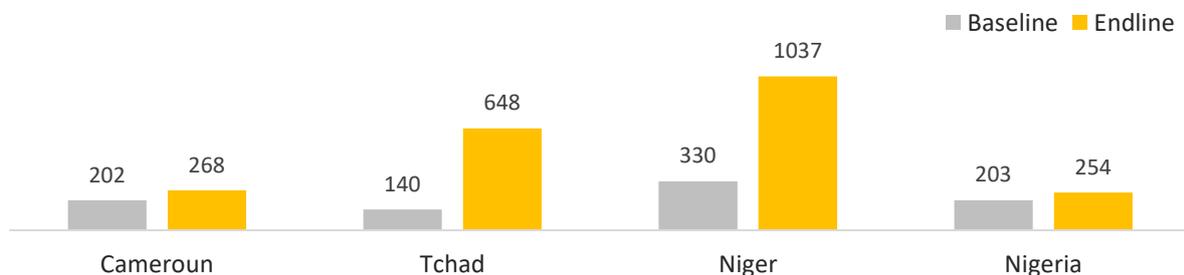
Fig. 8 Evolution de la perception sur l'accès aux RRNN

Q. Les ressources naturelles sont équitablement accessibles dans ma communauté



Soulevée déjà lors de l'enquête précédente, **la crise sécuritaire est signalée comme la principale contrainte d'accès aux ressources** (risque d'attaque ou enlèvement, controffensives nationales militarisées, etc.). L'intensité de la crise semblerait justifier l'exceptionnalité des mesures restrictives vis-à-vis des populations, atténuant la responsabilité des autorités nationales sur la gestion des territoires et améliorant l'avis des communautés sur la gouvernance nationale des ressources. Lors de l'enquête initiale de référence en 2019, les personnes enquêtées déploraient plutôt une influence des relations de pouvoir sur la distribution et la qualité des terres, gérées directement par les chefs de village avec une faible implication de la communauté ou des acteurs étatiques.

Fig. 9 Evolution comparative du nb. de réponses « d'accord » ou « très d'accord » à la question « Les ressources naturelles sont équitablement accessibles dans ma communauté »



Il convient de noter que les pays où les activités du projet sont les plus avancées sont ceux où le nombre de personnes ayant un avis positif a le plus augmenté : **au Tchad et au Niger, où 8 et 11 conventions locales ont déjà été développées et signées respectivement, le taux d'évolution est largement supérieur aux autres pays.** Les conventions locales formalisent un schéma conciliant la gestion de l'environnement et l'exploitation concertée et durable des ressources naturelles. Ces activités sont menées selon une méthodologie participative afin de s'assurer que les analyses et les actions sont partagées au sein des populations et des autorités locales, mais aussi entre elles, pour gérer pacifiquement l'accès aux ressources, leur utilisation et les éventuels conflits liés.

Au Tchad, les conventions locales développées et signées à Ngarangou sont devenues un modèle de réussite car elles **ont permis aux bénéficiaires d'avoir un accès équitable aux ressources naturelles et de réduire drastiquement le nombre de conflits liés aux ressources naturelles** : « Depuis que RESILAC est là, il n'y a pas assez de conflits et les gens s'entendent mieux. La transhumance s'est améliorée, les points d'eau ont été clairement identifiés et l'accès à ces points d'eau est réglementé. Avec la signature des conventions de gestion des ressources naturelles, les conflits liés à ces ressources ont diminué ! » affirme

le Secrétaire du Comité de Gestion des Ressources Naturelles, Ngarangou. Au **Niger**, la clé du succès semble être lié à l'accent particulier sur **l'implication des autorités locales** à travers les Commissions Foncières de Base.

La mise en place des Commissions Foncières de Base (COFOB) au Niger

Au Niger, les conventions locales de gestion des ressources naturelles ont été accompagnées de la mise en place des COFOB par le projet. Instruments pour la mise en œuvre de la politique nigérienne en matière du foncier rural, les COFOB se distinguent des autres structures locales de gestion au niveau des villages par leur caractère légal. Par ailleurs, les membres qui la composent sont désignés à l'issue d'un processus participatif et inclusif sur la base des critères bien définis. Dans ce sens, les règles communautaires de gestion de ressources ont été intégrées et les COFOB, présidés par les chefs de village, sont chargées de leur respect.

A Sayan Djouloum, village de la région de Diffa, les conflits entre éleveurs et agriculteurs étaient une grande source de préoccupation pour les habitant.e.s. La mise en place des conventions locales et des COFOB ont permis d'accorder les règles communes et organiser des séances de sensibilisation à l'endroit des communautés. A peine six mois après, les résultats sont déjà visibles : « *L'année dernière, nous avons enregistré six conflits agriculteurs-éleveurs car les éleveurs passaient dans les champs. Cette année, à la même période, on n'a enregistré aucun. Aussi, autour du puits il y avait des conflits permanents entre les populations du village et les éleveurs, mais cette année c'est mieux structuré* », témoigne un membre de la COFOB à Sayam Djouloum.

Règles d'accès et utilisation des ressources naturelles à Sayan Djouloum, Diffa

Les aires de pâturage :

Règle 1 : Le ramassage de la paille est règlementé par les textes en vigueur

Règle 2 : Eviter de jeter le feu ou de laisser sans l'éteindre pour éviter le feu de brousse

Règle 3 : Pas de coupe abusive de bois

Couloirs de passage :

Règle 1 : Il est formellement interdit de semer dans le couloir de passage

Règle 2 : Tout conducteur d'animaux doit formellement suivre le couloir de passage

Règle 3 : Les utilisateurs des couloirs de passage ne doivent en aucun cas toucher aux balises

Puits cimentés :

Règle 1 : Cotisation mensuelle de 50 FCFA par ménage

Règle 2 : Respect de tour par ordre d'arrivée

Règle 3 : Les éleveurs autochtones sont prioritaires par rapport aux transhumants

Règle 4 : Les éleveurs transhumants doivent verser une somme au Comité de Gestion des Points d'Eau (CGPE) proportionnelle au nombre d'animaux

Les mares :

Règle 1 : La mare est un bien public, tout le monde y a accès

Règle 2 : Il est formellement interdit de couper des arbres qui se trouvent autour des mares

Règle 3 : Il est formellement interdit d'occuper les voies d'accès aux mares et les aires de repos

Règle 4 : Pour accéder à la mare, il faut obligatoirement passer par les voies d'accès

Au **Cameroun**, le retard de démarrage des activités liées à la gestion des ressources naturelles, le changement de partenaire de mise en œuvre et certaines insuffisances dans la communication avec les services techniques ont entravé l'avancement des résultats. A titre d'exemple, dans la commune de Koza, seulement **5 conventions sur 7 ont pu être signées à présent**, ce qui explique le recueil de moins d'effets mesurables. Cependant, les témoignages recueillis de façon qualitative laissent entrevoir un grand espoir sur l'implication des mairies pour la mise en œuvre de ces conventions. L'Adjoint au Maire de Koza affirmait : *« la mise en œuvre des activités de gestion des ressources naturelles dans notre commune est un grand avantage pour nous et nos populations, envers lesquelles nous avons des engagements. Mettre en valeur les terres cultivables dans les montagnes de Mazi, par exemple, aiderait les éleveurs et les agriculteurs, et cela sera à notre actif vu que la gestion de ces ressources fait partie de notre plan de développement communal. Ceci dit, nous avons tout intérêt à apporter nos efforts pour que toutes ces conventions passent ».*

Au **Nigeria**, en raison du **contexte sécuritaire** qui **entrave fortement l'accès aux terres**, l'approche du projet est plutôt orientée vers la formation des gestionnaires du territoire, le renforcement du dialogue et la médiation des conflits liés aux ressources naturelles.



© RESILAC / Juin 2022 / Réunion d'un COFOB au Niger

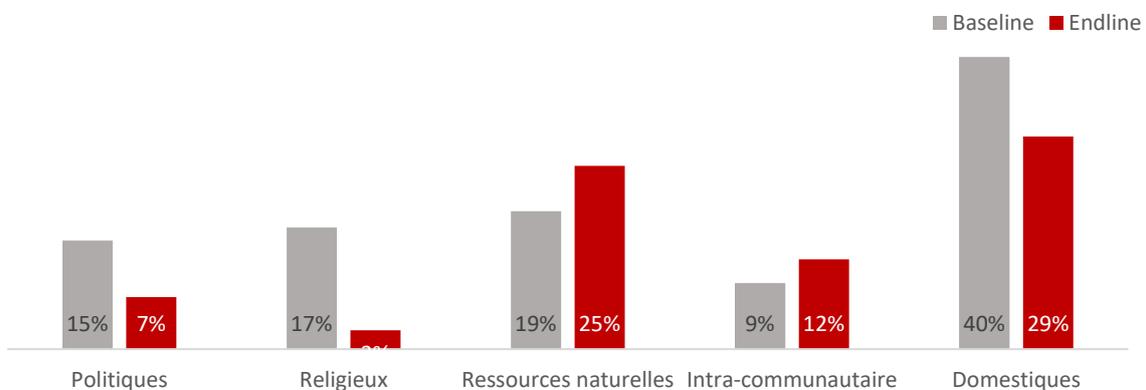
#4. Conflits communautaires

Depuis le début du projet, les conditions socio-économiques et sécuritaires des zones d'intervention se sont dégradées de façon générale en raison de la crise sécuritaire et sanitaire. Cependant, depuis l'année dernière, la région a connu une diminution de la violence liée aux GANE d'environ 32%⁵. D'après le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, en 2022, Le BLT a connu une baisse de 21 % dans le nombre de décès attribuables aux GANE par rapport à 2021.

Les résultats de l'enquête semblent confirmer cette tendance : **les communautés estiment être plutôt confrontées à des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles et intracommunautaires**. Ils constituent, respectivement, 25% et 12% des conflits les plus récurrents indiqués en 2022, alors qu'ils représentaient 19% et 9% lors de l'enquête initiale en 2019.

Fig. 10 Evolution comparative des conflits les plus récurrents identifiées par les communautés

Q. Cette communauté est confrontée « souvent » ou « tout le temps » à des conflits de type :



Si les résultats quantitatifs indiquent une augmentation des conflits liés aux ressources naturelles et intra-communautaires, les entretiens qualitatifs montrent une perception plutôt à la baisse en fonction des pays. Au Tchad, selon les témoignages recueillis, **le nombre de conflits communautaires aurait drastiquement chuté dans les localités où RESILAC mène ses activités**. Au-delà des conventions locales sur la gestion des ressources naturelles, les formations en gestion de conflits et la mobilisation des parajuristes ont été des leviers très importants soulignés par la communauté pour la réduction des conflits plus fréquents dans les zones d'intervention. Par ailleurs, les travaux réalisés dans le cadre de la réhabilitation des actifs communautaires, ainsi que l'appui aux OCB auraient aussi renforcé la cohésion sociale entre les familles, les communautés et les personnes vulnérables. Cette divergence pourrait s'expliquer par le biais de désirabilité sociale, où les personnes enquêtées en groupe souhaitent donner un avis plus positif que lors des entretiens individuels.

Au Cameroun, **les activités de cohésion sociale** mises en place en partenariat avec l'Association Camerounaise pour le Dialogue Interreligieux (ACADIR) **auraient été très positives dans le renforcement du dialogue intercommunautaire**. Ceci aurait contribué ainsi à rétablir les liens entre certaines communautés divisées par des considérations religieuses : « *Le fait pour les populations de voir des Imams, des prêtres et des pasteurs à travers l'ACADIR passer des messages de cohésion sociale a brisé les barrières entre les musulmans et les chrétiens au point où dans les Association Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) il y a des musulmans et chrétiens qui respectent chacun les convictions religieuses de l'autre* » certifie le Lawan de Mindif, Cameroun.

⁵ Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2021

Au **Niger**, les activités autour de la **gestion concertée des ressources naturelles** semblent annoncer une portée très positive en termes de cohésion sociale. A titre d'exemple, les conflits auraient diminué depuis la mise en place des COFOB (qui datent de moins de six mois) avec la délimitation des champs, et les transactions foncières commenceraient à se formaliser. Dans certaines localités comme à Youramdi, Diffa, la COFOB est devenue l'instance de recours et de résolution des conflits dans le village, y compris parfois des conflits domestiques.

De même, au **Nigeria**, les formations sur la gestion des conflits, la mobilisation des para juristes et la mise en place d'un **Réseau de Réponses aux Conflits** (CRN, par ses sigles en anglais) au niveau communautaire par RESILAC ont été des leviers très importants mis en avant par les communautés pour la réduction des conflits qui sont plus fréquents dans les zones d'intervention : *"RESILAC a mis en place un mécanisme de lien social très fort, le CRN, qui est resté pour toujours dans nos communautés. Grâce au projet, nos conflits mineurs et même certains conflits majeurs ont été résolus et nous cimentons toutes nos différences religieuses et ethniques"*, atteste un leader traditionnel de la communauté de Sabon Bolori.



© RESILAC / Juin 2022 / Réunion du CRN au Nigeria

Le responsable du bureau du Gouvernement Local de Jere explique sa perception : *« Avant l'arrivée de RESILAC, la « cohésion sociale » n'existait pas. La cohésion sociale était totalement effondrée dans les sept communautés RESILAC. Avec l'arrivée de RESILAC, lors des réunions du CRN par exemple, des personnes qui ne sont pas de la même tribu ou de la même religion se réunissent, s'assoient et dialoguent sur les problèmes qui affectent leurs communautés. Des personnes d'origines ethniques différentes se réunissent maintenant pour participer aux activités communautaires. Ils se sont appropriés le CRN et comme vous pouvez le constater, il y a une amélioration. Les gens participent à toutes les activités communautaires et entretiennent également des relations entre eux. A un moment donné, nous avons réalisé que les sept (7) communautés régulières organisaient même des visites d'échange entre elles. Cela montre clairement que ce qui faisait défaut dans le passé est en train de revenir. RESILAC a donc développé la cohésion sociale et le renforcement de la résilience parmi toutes ces communautés. Avec l'engagement de nombreux jeunes dans divers métiers, même le problème des petits vols a considérablement diminué, car la plupart de nos jeunes sont maintenant pleinement engagés dans diverses activités. »*

#5. Santé mentale et bien-être⁶

Les populations du bassin du lac Tchad font face à de nombreux obstacles qui impactent les dimensions familiales, sociales et économiques et peuvent entraîner une augmentation des troubles psychologiques. Les résultats de l'enquête reflètent un niveau de bien-être assez faible dans les zones d'intervention, où **55% des répondant.e.s seraient en état de détresse psychologique subjective**.

Les traumatismes identifiés sont le plus souvent liés à la recrudescence de l'insécurité, aux attaques des GANE, aux conflits intrafamiliaux et aux violences basées sur le genre. Les symptômes les plus fréquents de la détresse psychologique varient entre les troubles de sommeil, les états dépressifs, la fatigue, la perte de l'appétit et des plaintes psychosomatiques.

Les résultats indiquent que **plus de la moitié des enquêté.e.s se sentent en situation de détresse**, en particulier au Tchad et au Cameroun. Au Tchad, les déplacements forcés, la violence à l'égard d'un membre de la famille et les attaques liées à la crise sécuritaire sont les principales causes identifiées. Les mêmes causes sont identifiées dans les zones les plus proches de l'épicentre de la crise au Cameroun (Koza et Mora), alors qu'à Mindif et Dargala les difficultés ressenties sont plutôt liées aux conditions économiques et climatiques.

Ceci se traduit par une **moyenne régionale de 12 sur un score total de 25**, alors que le seuil de bien-être est de 13. Ceci indiquerait un **faible état de bien-être**, en particulier au Cameroun, où la moyenne a diminué de 1 point depuis le début du projet.

Fig. 11 Etat de bien-être subjectif

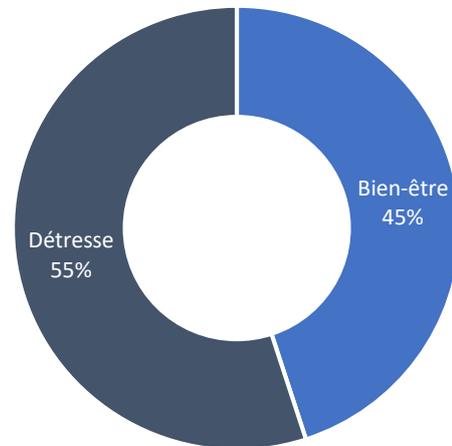
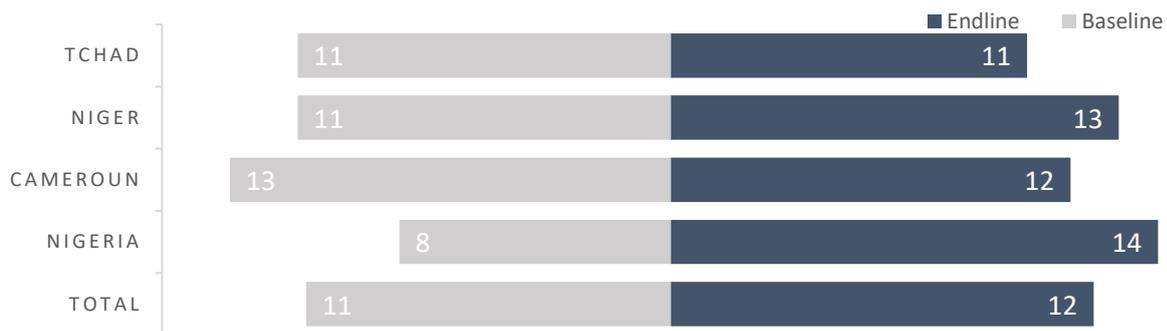


Fig. 12 Evolution comparative de la moyenne de bien-être subjectif par pays



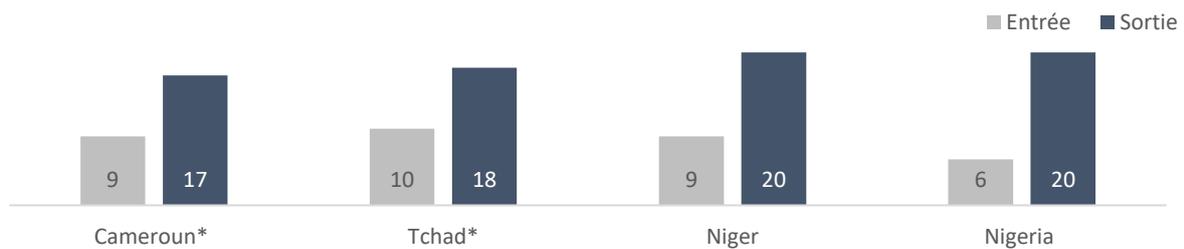
Dans ce contexte particulièrement difficile, RESILAC fournit plusieurs types d'accompagnement psychosocial visant l'amélioration de l'état général de bien-être, le renforcement de l'estime de soi et le développement de compétences psychosociales pour une meilleure intégration aux activités socio-économiques de leurs communautés.

⁶ Le score repose sur l'échelle internationale WHO-5 développée par l'Organisation Mondiale de la Santé et qui permet de mesurer l'état de bien-être subjectif d'une personne.

Les populations les plus affectées par la crise bénéficient d'une prise en charge psychologique (individuelle ou en groupe) à travers un appui rapide d'une durée de 5 semaines : « *Auparavant je n'arrivais pas à dormir la nuit, j'étais très perturbé dans ma tête, je ne fréquentais pas les gens et j'évitais les foules. Je ne savais comment m'en sortir avant l'intervention de RESILAC. Aujourd'hui mon esprit s'est tranquilisé* », affirme un bénéficiaire pris en charge au Niger.

Les résultats collectés depuis le début du projet montrent l'efficacité du dispositif proposé : **100% des personnes accompagnées améliorent leur état de bien-être** d'environ 10 points.

Fig. 13 Evolution comparative du bien-être des bénéficiaires directs avant et après la prise en charge

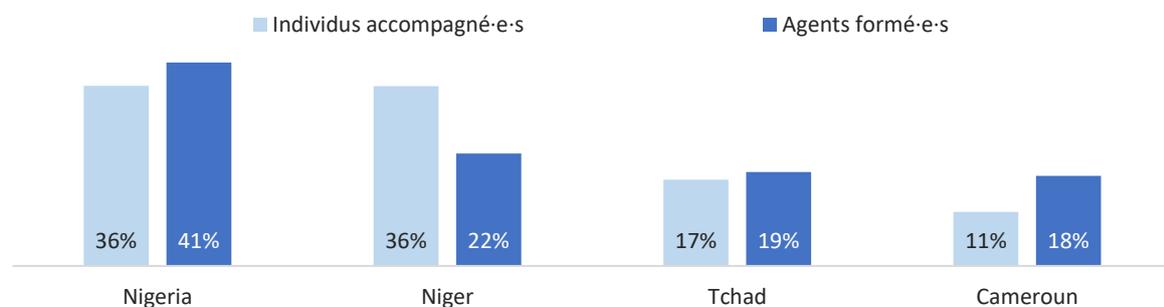


*Les données du Tchad et du Cameroun correspondent à l'année 2021 car il n'y a pas eu de prise en charge en 2022.

Au **Nigeria**, où cet **accompagnement est réalisé avec l'appui d'un partenaire national**, la fondation Neem (à travers Search For Common Ground), le taux d'amélioration entre l'autoévaluation de bien-être des bénéficiaires avant la prise en charge et après est sensiblement supérieur. La prise en charge semble avoir réduit les traumatismes et établi des liens sociaux considérables qui améliorent le bien-être individuel et collectif. D'après les témoignages, le projet a permis à de nombreuses personnes de retrouver une vie presque normale, après les chocs causés par la crise sécuritaire : « *Nous sommes maintenant transformés et ramenés à la raison. Avant RESILAC, nous vivions dans la peur, l'horreur et l'anxiété. Mais aujourd'hui, nous sommes heureux car nous avons retrouvé la confiance en la vie. Comme vous pouvez le constater, notre bien-être s'est amélioré car nous nous engageons dans de nombreuses activités économiques introduites par RESILAC, ce qui réduit considérablement le niveau de traumatisme* », confirme un agriculteur de Fariya.

Il convient de souligner que le projet a mené moins d'activités d'accompagnement psycho-social et de formation au Tchad et au Cameroun, en particulier dans cette phase finale (la prise en charge a finalisée en 2021 au Cameroun et au Tchad). Au contraire, au Nigeria et au Niger, où la moyenne du score subjectif de bien-être semble avoir évolué positivement le projet a touché un plus grand nombre de bénéficiaires.

Fig. 14 Répartition du nombre de personnes accompagnées par RESILAC par pays



Afin d'assurer la pérennité de l'action, le projet a formé et mis en place des **comités de secouristes volontaires dans les villages**. Ces comités de secours ont renforcé l'efficacité de l'action du projet dans la prise en charge de la santé mentale : « *RESILAC avait organisé des sensibilisations sur la santé mentale, mais ça a été plus efficace lorsque nous-mêmes nous avons été formés, le message passe mieux. En plus ce n'est pas tous les jours que le projet retrouve des personnes dans le besoin, alors que nous, nous vivons avec eux* » dit un membre du comité de secouristes d'Issari à Diffa, Niger. En outre, « *RESILAC nous réveille avec les activités traditionnelles organisées par notre communauté, ce qui permet à nos jeunes et à nos filles de se réunir et de jouer, ce qui renforce la cohésion sociale dans notre communauté. Cela a grandement amélioré le niveau de vie communautaire pacifique et réduit considérablement le traumatisme psychologique que nous avons subi à cause des activités de l'insurrection de Boko Haram* », déclare un leader traditionnel au Nigeria.

OS 2 / Favoriser le redressement économique et la résilience à travers un accès à l'emploi et aux systèmes de production intensifiés et adaptés au changement climatique



© RESILAC / Juin 2022 / Micro-projet d'une AVEC au Cameroun

#6. Réinsertion socio-économique des jeunes

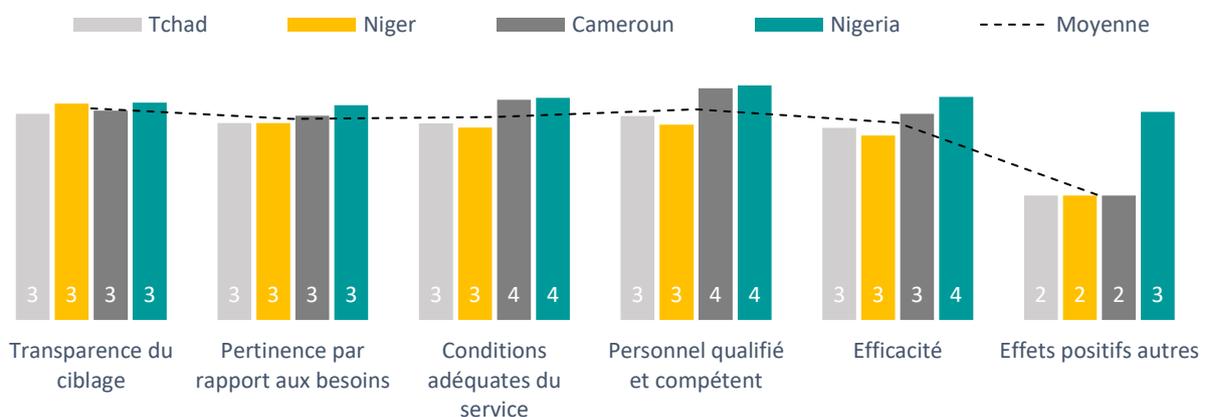
Le projet RESILAC accompagne les forces vives de la région à travers un parcours séquentiel intégrant un cycle d'alphabétisation fonctionnelle, de formation technique professionnelle et d'accompagnement au montage et lancement de micro-projets en fonction des besoins individuels. **L'enquête finale a couvert 752 jeunes, dont 50% de femmes, afin d'évaluer leur appréciation sur la qualité du service proposé⁷.**

7 Une échelle de 1 à 4 (1 étant très insatisfait et 4 très satisfait) a été développée afin de mesurer le niveau moyen d'appréciation en matière de qualité. Plus particulièrement, les bénéficiaires se sont positionnés sur la pertinence du service, l'adéquation des conditions, la compétence du personnel formateur, l'efficacité et les effets directs.

Sur l'ensemble des personnes enquêtées, **46% a bénéficié du cycle complet d'accompagnement, 85% de la formation métier, 67% de l'alphabétisation fonctionnelle et 77% du soutien au démarrage de leur micro-projet.** Dans ce cadre, il a été demandé aux personnes interviewées d'exprimer leur accord ou désaccord par rapport aux suivantes affirmations : les critères de ciblage ont été clairs et transparents, le cycle d'accompagnement a répondu de façon appropriée à mes besoins, les conditions d'apprentissage étaient adéquates, le personnel formateur était qualifié et compétent, les compétences acquises m'ont beaucoup apporté au niveau professionnel et les compétences acquises me permettent de mieux développer d'autres tâches non professionnelles.

Les résultats montrent une appréciation générale très positive, avec un score moyen de 3 (sur un total de 4). Les résultats de l'enquête précédente montraient un certain écart entre les pays, ce qui aurait été corrigé pendant cette dernière phase de mise en œuvre du projet. Aussi, il convient de noter le grand avancement des activités de réinsertion par rapport à l'année précédente, où de nombreux jeunes n'étaient pas encore insérés lors de la conduite de l'enquête à mi-parcours.

Fig. 15 Score moyen d'appréciation en matière du dispositif éducation-formation-insertion par pays

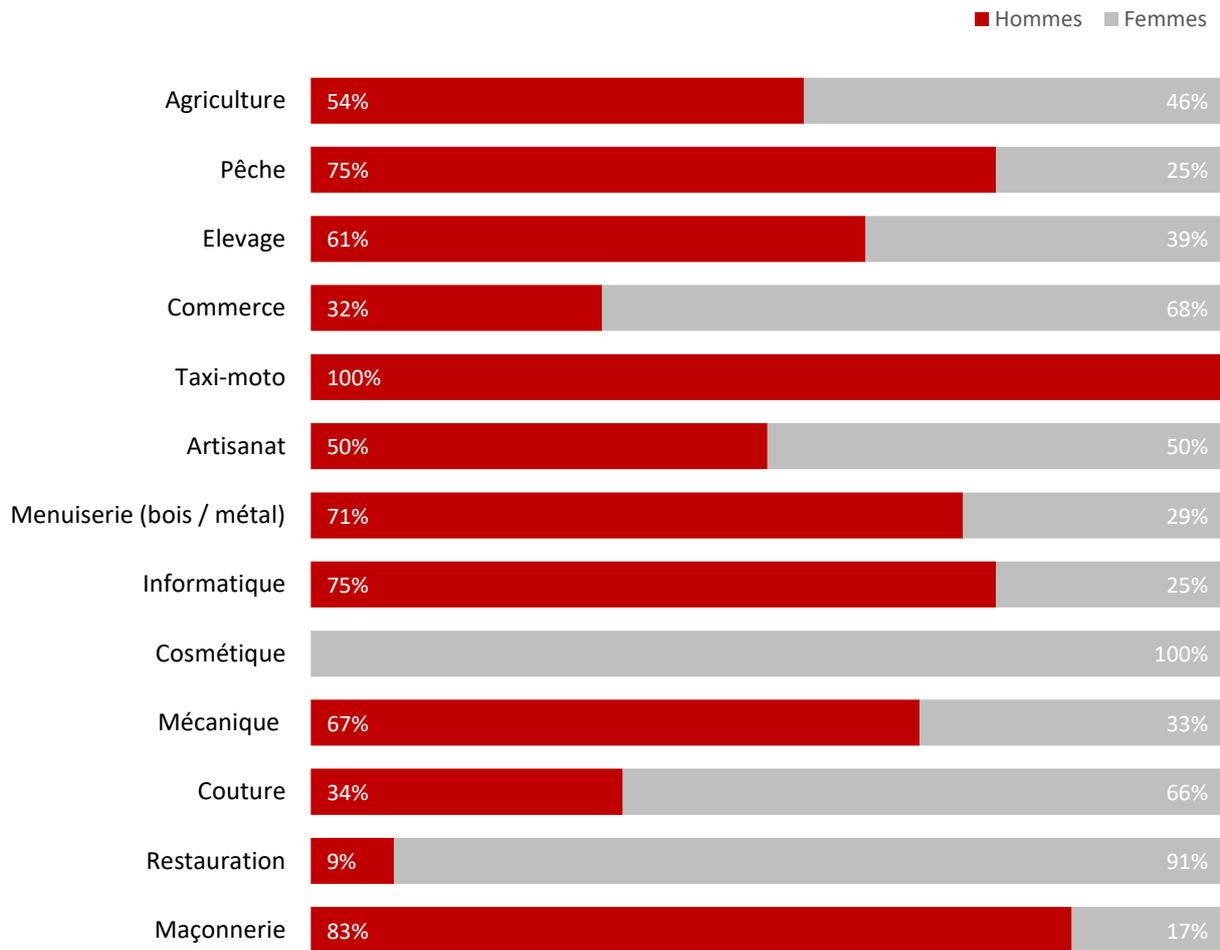


Compte tenu de l'articulation séquentielle du dispositif, qui a varié en fonction des contextes d'intervention, plus de la moitié des micro-projets avaient démarré plus de six mois avant l'enquête, mais 9% ont démarré moins d'un mois avant l'enquête. Toutefois, la **grande majorité des personnes enquêtées estiment que leur activité est adaptée au système de production local (94% sur l'ensemble).**

De façon générale, **89% des personnes ayant démarré une activité génératrice de revenus estiment que celle-ci a amélioré significativement leurs conditions de vie** en raison de l'augmentation directe de leurs revenus. Parmi les 11% n'ayant pas constaté d'amélioration, la plupart n'a pas encore eu le temps de ressentir les effets compte tenu du très récent démarrage de leur activité, et d'autres ont été victimes d'aléas ou d'imprévus au sein de leur foyer.

Les micro-projets s'insèrent dans différents domaines. Les plus populaires sont l'agriculture, l'élevage, le commerce et la couture, avec une **variation significative en terme de genre.** Ceci démontre que malgré les efforts réalisés par le projet, les femmes restent sous-représentées dans les métiers traditionnellement conçus comme « masculins », à savoir le transport, la maçonnerie, la menuiserie ou encore l'informatique. Un accent particulier devrait être réalisé dans ce sens dans une éventuelle deuxième phase du projet.

Fig. 16 Répartition des micro-projets démarrés par domaine et par genre



Sur l'ensemble, **76%** considère avoir réinvesti les gains obtenus dans leur communauté à travers l'augmentation de leur revenus, le transfert des compétences aux pairs ou encore l'intégration de nouvelles personnes dans leurs activités économiques. Outre cela, les bénéficiaires ont également souligné d'autres effets positifs non attendus tels que le **sentiment d'autonomie, la participation à la vie communautaire et l'amélioration des relations familiales** : réaliser tou·te·s seul·e·s des tâches quotidiennes (utiliser des téléphones portables, accéder à l'information, réaliser des courses au marché, etc.), avoir un rôle plus actif dans les réunions communautaires et entretenir des meilleures relations au sein des foyers.

Au Nigeria, ces résultats sont confirmés par les témoignages de la plupart des jeunes bénéficiaires qui attestent de l'amélioration de leur bien-être social et économique. La majorité d'entre eux sont devenus socialement actifs et économiquement autonomes. A titre d'exemple, il est intéressant de noter que certains jeunes formés à l'embouche dans des petites communautés ont élargi leurs horizons et se sont lancés dans la commercialisation sur les marchés principaux des grandes villes: "*RESILAC a changé notre perception de la vie et nous a donné l'espoir de survivre et de progresser. Il a renforcé notre résilience sociale et économique. Nous gagnons de l'argent grâce à nos entreprises. Aujourd'hui, nous aidons même nos familles et d'autres membres de la communauté avec de l'argent et nous avons même employé des jeunes et enseigné à d'autres les compétences que nous avons acquises*", déclare un bénéficiaire de la communauté de Fariya, au Nigeria.

La formation de para vétérinaires à Diffa : témoignage d'un bénéficiaire

« J'ai choisi ce métier parce que je l'aime. Nous sommes 8 dans le village à être formés dans le métier. Nous avons suivi 9 jours de formation à Diffa, après quoi le RESILAC nous a offert des kits de démarrage. Je soigne les animaux du village et des villages environnants et je fais les marchés, cela fait 4 mois que je fais ce travail. Nous sommes aussi mobilisés par les services de l'élevage à l'occasion des campagnes nationales de vaccination.

Auparavant, il fallait amener les animaux malades à Nguelkolo ou Chétimari ou faire déplacer un vétérinaire pour les soigner ; aujourd'hui, ils sont pris en charge sur place. Nous, les para-vétérinaires du village, nous nous concertons au besoin pour certains diagnostics. Pour les cas compliqués, nous demandons conseil auprès des autres vétérinaires dans le groupe whatsapp créée à cet effet et qui regroupe les para-vétérinaires formés et les vétérinaires de Nguelkolo, de Chétimari et de Diffa. C'est d'ailleurs auprès de ces derniers que nous nous ravitaillons en produits pharmaceutiques, nous n'achetons pas les produits de la rue.

J'ai pu acheter un cheval et 8 chèvres. C'est avec ce cheval que je me déplace de village en village et dans les marchés puisque les motos sont toujours interdites dans la Région. J'ai aussi bénéficié d'une formation en alphabétisation, ce qui me permet de tenir un cahier de comptabilité dans lequel je note toutes mes transactions (produits achetés et vendus). Nous avons, sous l'impulsion du projet, créé avec les collègues une société coopérative à travers laquelle nous avons le projet d'ouvrir un dépôt de produits vétérinaires dans le village. Nous cotisons chacun par mois avant de demander un appui pour le réaliser. Je remercie Dieu, et je remercie RESILAC grâce à qui aujourd'hui j'ai une activité professionnelle qui marche et qui me permet de nourrir ma famille et de réaliser mes rêves. »

#7. Accompagnement des producteur-rice-s

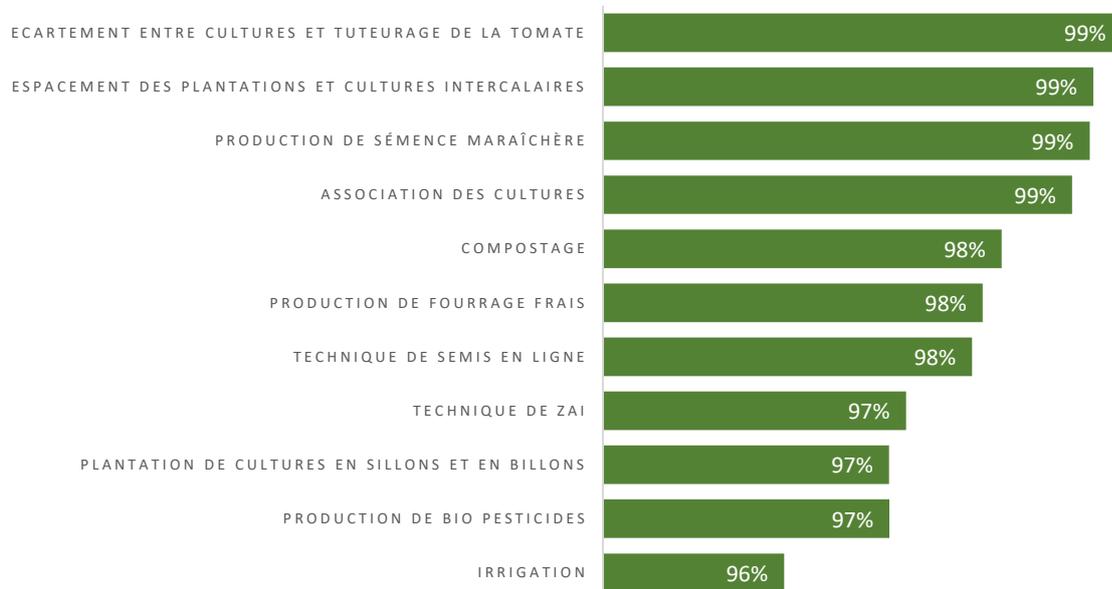
La faible fertilité des sols, les précipitations limitées et irrégulières, la forte pression foncière et le savoir-faire limité ou inadapté aux changements climatiques entravent la productivité / rendement des systèmes de production dans la région, qui sont souvent dans une impasse. RESILAC accompagne des producteur-rice-s à travers la récupération de techniques et pratiques locales au changement climatique au sein des Champs Ecoles Paysans (CEP) et des sites expérimentaux, et promeut leur diffusion à grande échelle en milieu rural.

Parmi les apprenant·e-s enquêté·e-s ayant participé aux sessions de formation et de sensibilisation, le **taux moyen d'adoption des techniques innovantes est de 98%**. Cela veut dire que presque la totalité des producteur-rice-s ont appris les méthodes diffusées et les appliquent effectivement dans leurs champs.

Celles ayant connu le plus de succès sont **l'écartement entre cultures et tuteurage de la tomate, l'espacement des plantations et cultures intercalaires**, la production de semence maraichère et l'association des cultures. Les producteur-rice-s n'utilisant pas les techniques apprises expliquent cela en raison de la rareté de la matière première nécessaire ou des difficultés de la mise en pratique. Au Niger, sur les sites maraîchers aménagés par le projet, le plus grand défi souligné par les producteurs à Adebou et Liskidi reste l'insuffisance de l'eau pour l'irrigation ; un producteur peut attendre parfois entre 3 à 7 jours pour arroser ses plantes.

Selon les résultats de l'enquête, les pratiques agricoles innovantes sont très saluées par la communauté. Aujourd'hui, **97% des producteurs-rice-s enquêtés affirment que les techniques répondent aux problèmes qu'ils-elles rencontraient dans leurs activités agricoles**. Les efforts dédiés en amont à identifier et réactualiser des techniques traditionnelles adaptées à chaque contexte (études, entretiens, observations, etc.) n'ont pas été en vain.

Fig. 17 Taux d'utilisation des techniques et pratiques agricoles innovantes



Les producteurs-rice-s utilisent les différentes techniques apprises pour une multitude de cultures. Les plus populaires, selon les informations recueillies dans les quatre pays, restent les mêmes que lors de l'enquête précédente : l'oignon, le gombo, le piment, le sorgho et les haricots. On retrouve aussi la tomate, l'ail et le concombre au Tchad ; l'arachide, le maïs, et le coton au Cameroun ; la salade, le mil et le sésame au Niger.

Quant aux effets attendus sur leur production grâce à l'adoption de ces techniques : **78% constatent une augmentation de leur production et récolte, 73% une amélioration du rendement** ayant obtenu un meilleur coût-investissement mais aussi une **amélioration de la qualité de leurs produits**. 46% ont aussi constaté une **amélioration de la fertilité du sol**, ce qui aurait un impact positif lors des prochaines saisons. Par ailleurs, **87% ont noté d'autres effets, tels que l'augmentation de leurs revenus et une forte progression dans la couverture des besoins de leurs ménages**, et **49% des personnes enquêtées ont pu diminuer leur taux d'endettement**.

Un jeune bénéficiaire de Biboul, au Tchad, explique : « Avant, la culture du maïs ne marchait pas très bien. RESILAC est arrivé avec des nouvelles techniques de labour et nous a appris à fabriquer des engrais naturels. RESILAC nous a aussi donné des semences qui nous permettent d'avoir plusieurs récoltes. Avec l'argent de la récolte, je me suis acheté des chèvres que j'éleve. J'ai aussi commencé un petit commerce pour me prendre en charge et aider mes parents. L'argent gagné me permet aussi d'acheter les cahiers de mes enfants, leurs habits et de les soigner ». De façon générale, l'appui aux producteurs-rice-s a été d'un grand apport et a contribué à **améliorer les conditions de vie des bénéficiaires**. Les informations recueillies montrent que les femmes et les hommes dont les champs ont été clôturés, ont maintenant plus de temps libre pour s'occuper d'autres choses comme faire des AGR, rendre visite aux malades, etc.

Quant à leurs enfants, qui étaient occupés à surveiller les champs, ils sont plus réguliers au village et aident à faire d'autres activités sociales.

Parfois, l'introduction de ces techniques a permis aussi la **récupération de nouvelles culturelles**. A titre d'exemple, au Cameroun, les commerçants avaient l'habitude de se déplacer pour s'approvisionner en morelle noire, légume très consommé et apprécié dans l'Extrême-Nord, et la revendre à un prix trop élevé à Mindif, dont la culture n'était pas vulgarisée. Aujourd'hui, la morelle noire, ainsi que les pommes de terre, le chou et le basilic sont cultivés avec succès à Mindif.

Au **Nigeria**, l'introduction de ces techniques a permis **d'améliorer la capacité de production de la plupart des agriculteur.rice.s**, notamment pour les légumes et autres produits. De nombreux ménages ont constaté une augmentation de l'approvisionnement alimentaire et des revenus provenant de la vente de légumes et d'autres cultures. À cet égard, on noterait des effets inattendus sur l'ensemble de la ville de Maiduguri : " *Dans la métropole de Maiduguri, qui est le bénéficiaire final de toutes ces interventions, j'ai constaté une amélioration de l'approvisionnement de la ville en légumes, fruits, poissons et poulets, une situation qui était très difficile avant l'intervention. Il y a trois ans, on pouvait à peine trouver des oignons ou même des carottes en ville. Maintenant, nous avons des choux et d'autres légumes apportés par les communautés bénéficiaires*", déclare un-e bénéficiaire du projet.

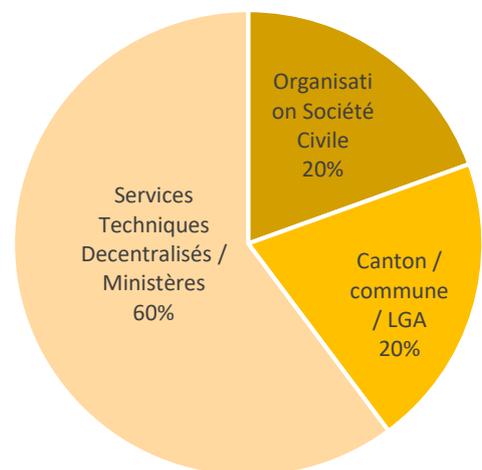
OS 3 / Valoriser et consolider les acteurs des territoires en favorisant le dialogue et l'engagement et en renforçant leurs capacités

RESILAC accompagne les différents acteurs dans leur rôle de maîtrise d'ouvrage pour renforcer le développement local et la gestion des territoires, autour des plans de développement communaux, et en accord avec les politiques et stratégies nationales. Du fait de l'éloignement géographique et politique des capitales nationales et de processus de décentralisation relativement récents ou encore inachevés, les services déconcentrés des Etats et les acteurs de la société civile disposent souvent de ressources et compétences limitées.

L'enquête a couvert 113 de ces acteurs, à savoir 22 organisations de la société civile, 23 représentant.e.s des cantons / communes / LGA, et 68 issus des Services Techniques Décentralisés / Ministères.

La majorité estime que l'appui du projet RESILAC leur a permis de mieux jouer leur rôle dans la gestion du territoire (91%) et la plupart **affirment que le projet les aide à prendre des décisions concrètes sur leur territoire (81%)**. Sur l'ensemble, **88% participent aux mécanismes et comités mis en place pour la gouvernance concertée du projet**. Quant à l'avis sur leur rôle dans le pilotage, les résultats de l'enquête indiquent que **87% des acteurs estiment jouer un rôle significatif dans la mise en œuvre du RESILAC**, en particulier les représentant.e.s des cantons / communes / LGA.

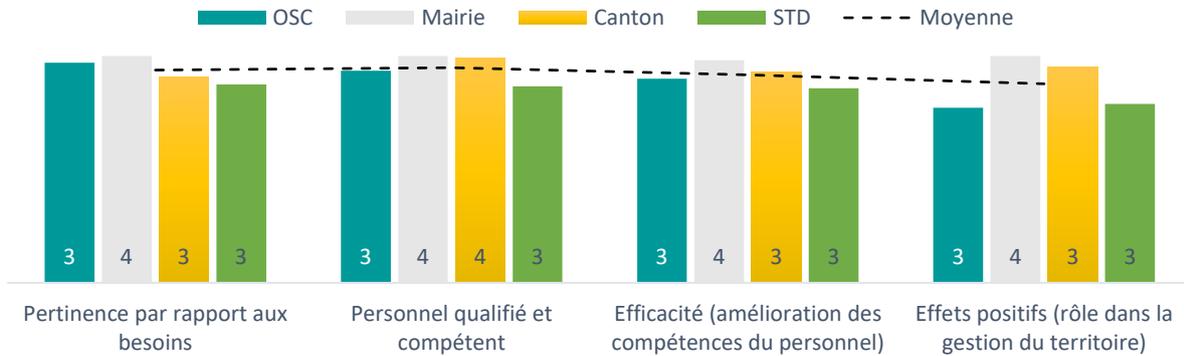
Fig. 18 Répartition des acteurs par catégorie



#8. Renforcement des acteurs locaux⁸

RESILAC propose divers accompagnements et formations adaptés pour renforcer les compétences des différents acteurs. Après cinq ans de mise en œuvre, les résultats montrent que l'appréciation moyenne des parties prenantes sur l'évolution de leur rôle est de 3 (sur un score total de 4), indiquant un **niveau de satisfaction assez positif sur l'accompagnement et le renforcement des capacités proposés**.

Fig. 19 Score moyen d'appréciation sur l'évolution de leur rôle par type d'acteur



Les témoignages recueillis montrent qu'au-delà du renforcement des capacités à travers les appuis multiformes aux mairies (ou équivalent) et aux services techniques décentralisés de l'Etat, **l'approche territoriale de RESILAC a contribué à rapprocher les autorités administratives, communales et traditionnelles de leurs administré-e-s**, en créant des passerelles et des espaces de dialogue, ainsi qu'en organisant des visites conjointes de sensibilisation et de supervision. Toutefois, **la perception des différents acteurs dans une même zone peut varier en fonction de son implication dans les différentes activités du projet**.

A Bagasola, Tchad, par exemple, le maire affirme que « *l'appui de RESILAC en termes de formations lors de différents ateliers a permis à la commune de Bagasola une rentrée de ressources. Les régies financières de la commune de Bagasola ont une bonne tenue des registres et les agents municipaux collectent les taxes de manière régulière. RESILAC a également facilité la formation des bouchers de la commune en termes d'hygiène et d'assainissement ! Nous avons reçu des équipements bureautiques dont des ordinateurs qui nous permettent de bien mener nos activités pour le compte de la population de notre commune* ». Toutefois, **les membres Comité Départemental d'Action (CDA) semblent moins satisfaits**. Selon eux, leur avis ne sont pas assez pris en considération par le projet, qui mènerait les activités sans leur concertation et dont les ateliers tourneraient autour des mêmes thématiques. D'un côté, cela pourrait s'expliquer par le manque d'implication des acteurs institutionnels locaux dans les activités, car ils attendraient souvent de recevoir un appui ponctuel financier avant de participer. D'un autre côté, il est important de noter que le projet RESILAC a plutôt concentré ses efforts sur les autorités les plus proches du terrain (tels que les chefs de cantons) au détriment, parfois, des autorités administratives.

Au Nigeria, où le processus de décentralisation est très limité, la création de **Comités de Développement Communautaire (CDC)** au niveau des quartiers de Jere LGA est une autre étape importante de l'investissement de RESILAC pour renforcer les acteurs locaux au Nigeria. Selon les témoignages recueillis, l'existence des CDC est un énorme succès car ils servent de **pont entre les communautés et les différents organes administratifs et de sécurité**.

⁸ Une échelle de 1 à 4 (1 étant très insatisfait et 4 très satisfait) a été développée afin de mesurer le niveau moyen d'appréciation des acteurs sur l'évolution de leur rôle grâce à l'appui et accompagnement du projet.

Après des formations destinées aux membres, les comités s'efforcent de sensibiliser, d'éclairer, d'éduquer et de mobiliser leurs membres sur toutes les questions majeures du développement communautaire. Les CDC travaillent en étroite collaboration avec les OSC, les autorités administratives et traditionnelles pour s'approprier le projet. **L'un des principaux résultats de cette collaboration est l'élaboration du Plan de Développement Global du Gouvernement Local de Jere.** Le président du CDC de Old Maiduguri déclare : *"L'arrivée de RESILAC nous a ouvert les yeux et nous a permis de nous organiser. Aujourd'hui, nous sommes en mesure de nous rassembler au sein de la communauté, de discuter de nos priorités et d'élaborer des plans de développement. En fait, nos concitoyens sont maintenant prêts à s'adresser à n'importe quel politicien venant solliciter leurs votes pour leur dire quelles sont leurs priorités dans leur plan de développement local et le politicien doit s'engager à s'aligner avec les besoins avant qu'ils-elles ne lui donnent leurs votes. Cela ne s'était jamais produit auparavant. RESILAC nous a donc poussés à nous lever pour lutter pour nos droits légitimes. En fait, les mots ne peuvent décrire l'impact et les réalisations que RESILAC a apportés à notre communauté"*.

Ceci est confirmé par les témoignages recueillis, qui indiquent que t l'approche holistique du projet aurait donné aux acteurs locaux un sentiment d'appropriation. La majorité des parties prenantes enquêtées estiment que le soutien du projet RESILAC leur a permis d'améliorer leur rôle dans la gestion de leurs organisations et de leurs territoires. Un responsable de projet du gouvernement local de Jere déclarait : *"Je voudrais sincèrement recommander ce projet car il est exceptionnel parmi de nombreux projets. Nous avons de nombreux projets en cours avec d'autres partenaires dans notre région, mais ce projet RESILAC est exceptionnel en raison de son impact. Aujourd'hui, RESILAC est un nom connu dans toutes les communautés"*. Dans la même veine, les OSC du Nigeria ont exprimé leur satisfaction quant au soutien qu'elles ont reçu de RESILAC. Pour elles, les formations au renforcement des capacités et l'appui qu'elles ont reçues ont repositionné leur statut, à tel point que certaines ont même commencé à obtenir des subventions pour mettre en œuvre des projets plus importants.

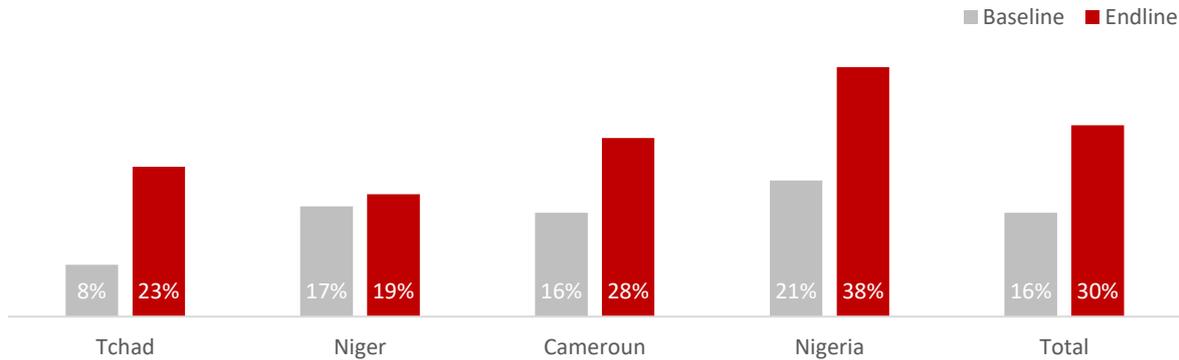
Au Niger, Un chef de canton expliquait : *« la caravane sur la paix, le vivre-ensemble et la cohésion sociale organisée récemment par le Conseil Régional avec la contribution financière de RESILAC a permis aux autorités d'aller vers les populations. C'était l'occasion, par exemple, pour le nouveau préfet de se présenter, parce qu'il n'avait pas eu cette opportunité depuis qu'il avait été nommé et aux autres autorités de passer des messages à leurs administré-e-s. La caravane est passée dans six villages mais le message est passé auprès d'une centaine de villages qui étaient représentés chacun par des délégué-e-s »*. Dans ce sens, *« il y a 253 projets, programmes et ONG qui interviennent dans la Région de Diffa, mais RESILAC fait la différence, il fait partie des partenaires de proximité du Conseil Régional. Les communautés se sont approprié ses activités : RESILAC n'est pas un projet au village mais un projet du village. L'AFD nous a demandé s'il fallait développer un autre projet, nous leur avons dit qu'il valait mieux faire un RESILAC 2 »* affirme un Vice-Président du Conseil Régional de Diffa, Niger.

#9. Genre

Un accent particulier est mis sur la prise en compte du genre dans le projet RESILAC. Pour y contribuer, les activités liées au renforcement institutionnel et organisationnel veillent à renforcer la participation des femmes au sein des organismes locaux engagés dans la mise en œuvre du projet.

Les résultats de l'enquête montrent le fruit de ces efforts à travers une évolution positive, passant d'une **moyenne de participation des femmes au sein des organismes locaux engagés de 16% en 2019 à 30% à la date du présent rapport.**

Fig. 20 Evolution de la participation des femmes au sein des sphères décisionnelles des organisations locales par pays



« Les femmes jouent de plus en plus des rôles décisionnels dans nos organisations, notamment le suivi physico financier et les directives correctrices à prendre » témoignent les membres de l'OBC Ouzlegaya au Niger. L'enquête qualitative indique que l'expression « ruha assiri » (littéralement « protéger de la honte ») est très partagée lorsqu'on demande aux femmes de citer les avantages des Associations Villagoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) mises en place par RESILAC, qui représente les efforts mis en place pour sensibiliser sur l'épargne. « Avec les formations, nous sommes plus organisées et notre organisation est plus fonctionnelle. Aujourd'hui, nous faisons des investissements individuels et collectifs et nous prenons des « crédits femmes » pour résoudre nos problèmes et ceux de nos familles sans que le village ne le sache; nous éteignons ainsi le feu avant qu'il ne s'élargisse » affirment les membres d'une AVEC au Niger.

Au Tchad aussi, les femmes jouent un rôle de plus en plus accepté et valorisé au sein des communautés appuyées par le projet. Selon les personnes enquêtées, **l'approche adoptée par RESILAC en mettant les femmes au premier plan leur aurait donné une visibilité et une légitimité qu'elles n'avaient pas auparavant.** La Présidente de l'association des femmes para-juristes l'exprimait ainsi : « Le projet RESILAC nous a permis d'être respectées dans la société. Avant, les familles étaient déchirées par les conflits. Avec les formations de RESILAC en gestion de conflits, nous femmes para-juristes pouvons agir pour arrêter un conflit, réconcilier des familles. »

Au Nigeria, les témoignages recueillis indiquent que les femmes qui ont bénéficié du soutien de RESILAC sont considérées comme des championnes locales et sont chargées des missions de plaidoyer et de sensibilisation. Un grand nombre ont intégré des postes liés aux processus de prise de décision au sein de leurs communautés et de leur famille. Dans le CRN, par exemple, les plateformes mises en places pour les femmes, font que maintenant leurs voix sont plus entendues: « Oui, nos voix sont maintenant entendues, surtout lors des réunions du CRN et même dans nos familles. Je suis responsabilisée. Je peux maintenant parler en toute confiance, même devant le président de mon directeur. En termes d'autonomisation économique, je peux maintenant payer les frais de scolarité de mes enfants sans demander à leur père. Cela m'a permis de faire entendre ma voix dans le processus de prise de décision au sein de la famille », déclare une femme membre du CRN.

OS4 / Produire des connaissances utiles pour la qualité des interventions du projet en contexte de crise et pour la prise de décision des acteurs locaux

#9. Norme Fondamentale Humanitaire (CHS)⁹

Dans un contexte particulièrement fragile et volatile, les résultats de l'enquête indiquent une évolution positive de la démarche qualité du projet, en particulier vis-à-vis de la capacité d'écoute, de la participation et de l'apprentissage du projet.

Sur l'ensemble, **94% des personnes enquêtées se sentent suffisamment informées à propos du projet**, notamment grâce aux « *feedback days* » qui donnent l'occasion aux bénéficiaires de discuter des activités du projet avec l'équipe de RESILAC. Quant à la pertinence de l'action, en cohérence avec les constats réalisés lors des exercices évaluatifs du projet, **91% estiment que le soutien reçu correspond à leurs attentes**. De la même manière, les résultats montrent que **92% affirment que RESILAC fait une différence dans leur vie**.

« *RESILAC, ce sont des activités utiles qu'il a mises en œuvre* » exprime un bénéficiaire au Niger. Cette phrase résume la lecture que l'on peut avoir des résultats de l'évaluation finale du projet, où l'utilité n'est pas liée aux montants investis mais à l'adéquation des actions aux besoins des individus et des communautés, « *d'autres (partenaires) ont investi de gros montants dans des infrastructures que les gens finissent par abandonner, mais là (RESILAC) c'est du concret et ça a changé la vie des gens !* » avait précisé le même interlocuteur.

Fig. 21 Evolution des réponses positives des communautés sur la communication, la pertinence et les effets de l'action

Q. Vous sentez-vous suffisamment informé·e à propos de RESILAC ?



Q. Le soutien reçu par RESILAC correspond-t-il à vos attentes ?



Q. Le projet RESILAC fait-il une différence dans votre vie ?



⁹ Une échelle d'appréciation composée de 3 questions a été développée afin de permettre aux parties prenantes d'exprimer leur avis sur la qualité de l'intervention et son adéquation aux attentes et besoins. Les critères de la CHS priorisés dans le score de qualité RESILAC sont : une réponse humanitaire fondée sur la communication, la participation et les retours d'information (4), une réponse humanitaire adaptée et appropriée (1) et une réponse humanitaire coordonnée et complémentaire (6).

PILIER 1 : Capital humain, santé mentale et gestion des ressources naturelles

1. Taux d'augmentation du capital social des communautés ciblées (CAS)

Valeur cible : 41 sur 50

Malgré la recrudescence de la crise, le tissu social des communautés d'intervention a évolué positivement depuis le début du projet, soit un total de 6 points (score total de 36 à 42, soit un taux d'évolution de 16% depuis le début du projet). Ceci confirme l'importance des actions orientées vers le vivre ensemble, le dialogue interreligieux et la citoyenneté à l'échelle locale.

2. % bénéficiaires qui démontrent un rôle significatif en matière de construction de paix

Valeur cible : 20%

A l'exception du Niger, le nombre de personnes qui participent aux activités de mobilisation communautaire portées vers le vivre ensemble, le dialogue interreligieux et la cohésion sociale a continué à augmenter de façon progressive jusqu'à 38% des bénéficiaires du projet.

3. % d'organisations locales qui jouent un rôle significatif en matière de construction de paix

Valeur cible : 60%

Dans les pays d'intervention ou le projet appui et accompagne les organisations locales, la grande majorité estiment jouer un rôle significatif en matière de construction de paix, soit un total de 92%.

4. % de personnes suivies qui montrent une amélioration de leur bien-être

Valeur cible : 70%

Malgré le contexte général, la prise en charge proposée par RESILAC confirme son efficacité : parmi les près de 8 000 bénéficiaires du projet, la totalité ont vu améliorer leur état de bien-être à la fin de la prise en charge.

Il convient de noter que cette activité n'a pas été menée en année 5 au Tchad et au Cameroun. Les données indiquées pour ces pays sont celles de l'année précédente.

5. % de personnes formées aux Premiers Secours Psychologiques montrant une amélioration des connaissances

Valeur cible : 80%

Au moins 89% des agents communautaires formé-e-s maîtrisent des stratégies sur la manière d'apporter un premier soutien aux personnes immédiatement après une crise ou une situation choquante.

Il convient de noter que cette activité n'a pas été menée en année 5 au Tchad et au Cameroun, et n'a pas pu être évaluée au Nigeria. Les données indiquées pour ces pays sont celles de l'année précédente.

6. % de jeunes renforcé-e-s qui montrent une amélioration de leur fonctionnement positif

Valeur cible : 70%

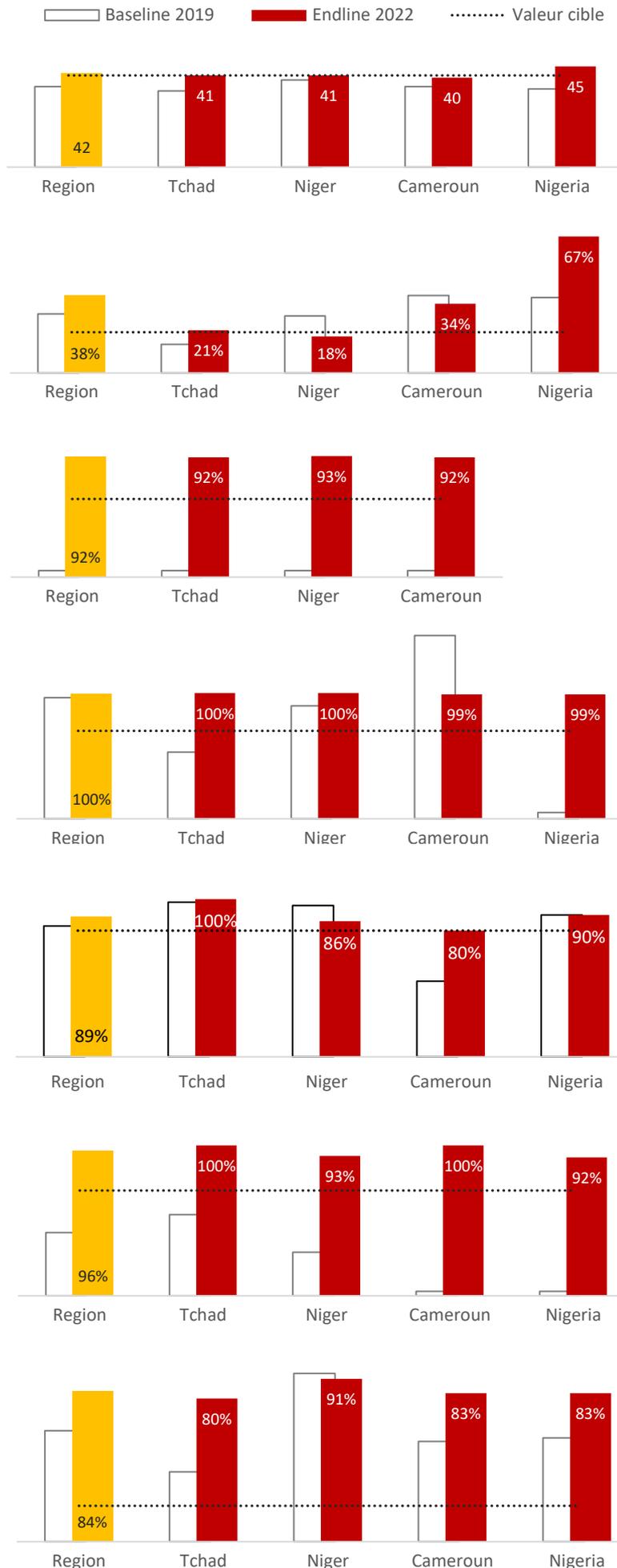
Quant au protocole PM+, 96% des bénéficiaires montrent une amélioration de leur état psychologique et leur fonctionnement dans différents domaines de la vie, favorisant leur capacité à projeter dans l'avenir et leur insertion socio-économique.

Il convient de noter que cette activité n'a pas été menée en année 5 au Tchad et au Cameroun, dont les données indiquées sont celles de l'année précédente.

7. % des individus (jeunes et femmes) qui estiment avoir un accès équitable aux ressources naturelles

Valeur cible : 20%

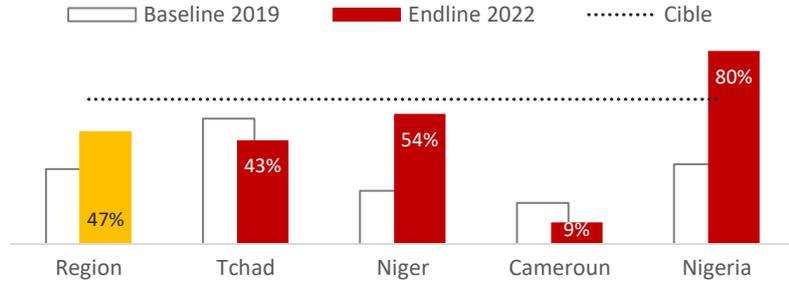
Malgré la détérioration du contexte d'intervention, 84% des personnes considèrent que les ressources naturelles sont distribuées de façon équitable dans leur communauté.



8.% des individus qui estiment que les conflits intercommunautaires n'ont pas augmenté

Valeur cible : 60%

Les communautés estiment être confrontées souvent ou presque tout le temps à des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles et intracommunautaires.

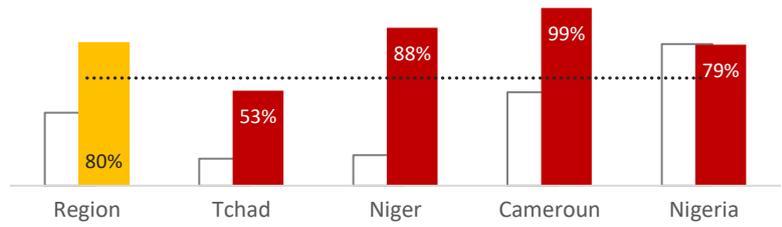


PILIER 2 : Redressement économique, accès à l'emploi et changement climatique

9.% des jeunes HIMO qui ont intégré les processus d'insertion professionnelle

Valeur cible : 60%

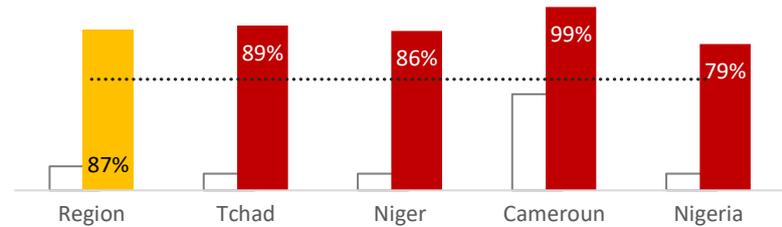
A l'exception du Tchad, les réajustements programmatiques en cours de mise en œuvre ont favorisé l'augmentation du nombre de jeunes HIMO ayant accès à l'ensemble du parcours d'insertion professionnelle, atteignant un 80% sur l'ensemble de la région.



10.% des jeunes ayant terminé avec succès le parcours éducation-formation-insertion économique

Valeur cible : 60%

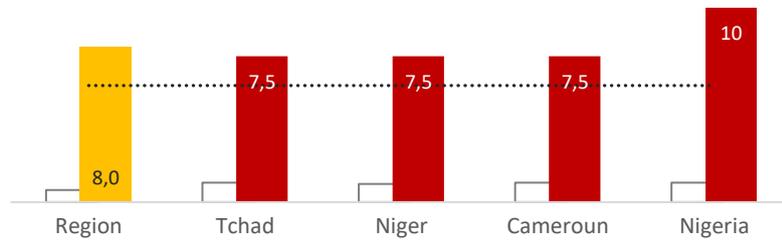
Sur le nombre total de jeunes HIMO ayant intégré les processus d'insertion professionnelle, 87% ont déjà finalisé le parcours complet avec succès.



11.Niveau moyen d'appréciation du dispositif éducation-formation-insertion économique

Valeur cible : 6 sur 10

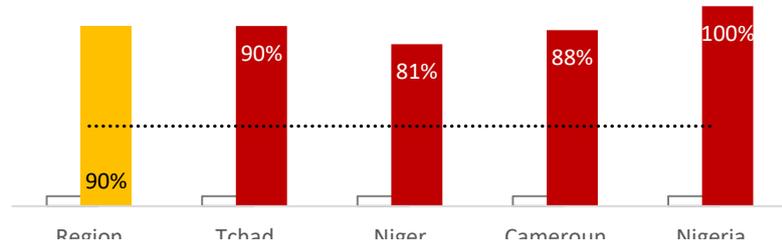
Les personnes accompagnées sont, dans l'ensemble, satisfaites de la qualité du service et ses effets directs. Le score se base sur leur appréciation autour des critères de ciblage, la pertinence des cycles d'accompagnement, la qualité des conditions d'apprentissage, les effets des compétences acquises au niveau professionnel sur d'autres tâches non professionnelles.



12.% de jeunes accompagnés qui sont professionnellement insérés de façon durable

Valeur cible : 40%

Sur le nombre total de jeunes HIMO ayant finalisé le parcours de réinsertion, 90% se considèrent déjà réintégrés. Cependant, compte tenu des retards sur la mise en œuvre, la durabilité de leur insertion ne peut pas être évalué à ce stade du projet.



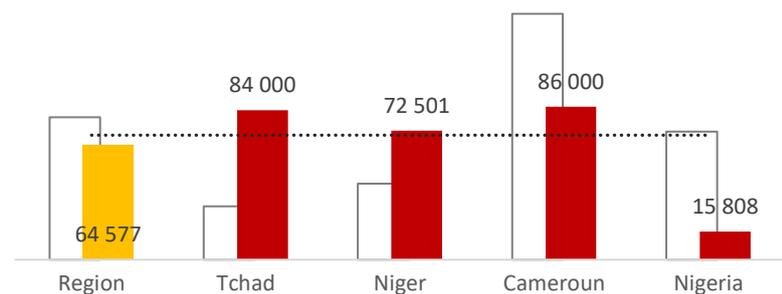
Nombre de micros et petites entreprises soutenues : 2 533 au total (Niger 33%, Cameroun 26%, Nigeria 30% et Tchad 11%)

Nombre de personnes appuyées à travers des formations professionnelles : 11 822 au total (Cameroun 58%, Niger 18%, Nigeria 14% et Tchad 10%)

13.Montant épargné par les jeunes inséré-e-s et réinvesti dans le lancement d'une activité économique

Valeur cible : 70 000 XAF

A mi-parcours du projet, les personnes accompagnées ont réinvesti environ 64 577 XAF dans le lancement d'une activité économique. Les micro-projets appuyés s'insèrent dans différents domaines. Les plus populaires sont l'agriculture, l'élevage, le commerce et la couture.



14.% groupements et microentreprises ayant recours à des services de microfinance

Valeur cible : 60%

Les groupements ruraux et microentreprises appuyées par le projet ont été formées et sensibilisées à l'épargne, afin de sécuriser leurs revenus à moyen et long terme. Sur l'ensemble, 98% font recours aux différents services de microfinance formels et/ou non formels.

15. % de producteur-riche-s ayant adopté trois nouvelles pratiques agro-écologiques

Valeur cible : 60%

Environ 98% des producteur-riche-s auraient adopté les pratiques agro-écologiques favorisant la lutte contre le changement climatique. Ils-elles notent que leur adoption a favorisé l'amélioration du rendement, de la production et de la fertilité des sols.

16. % de producteur-riche-s inséré-e-s dans des chaînes de valeurs

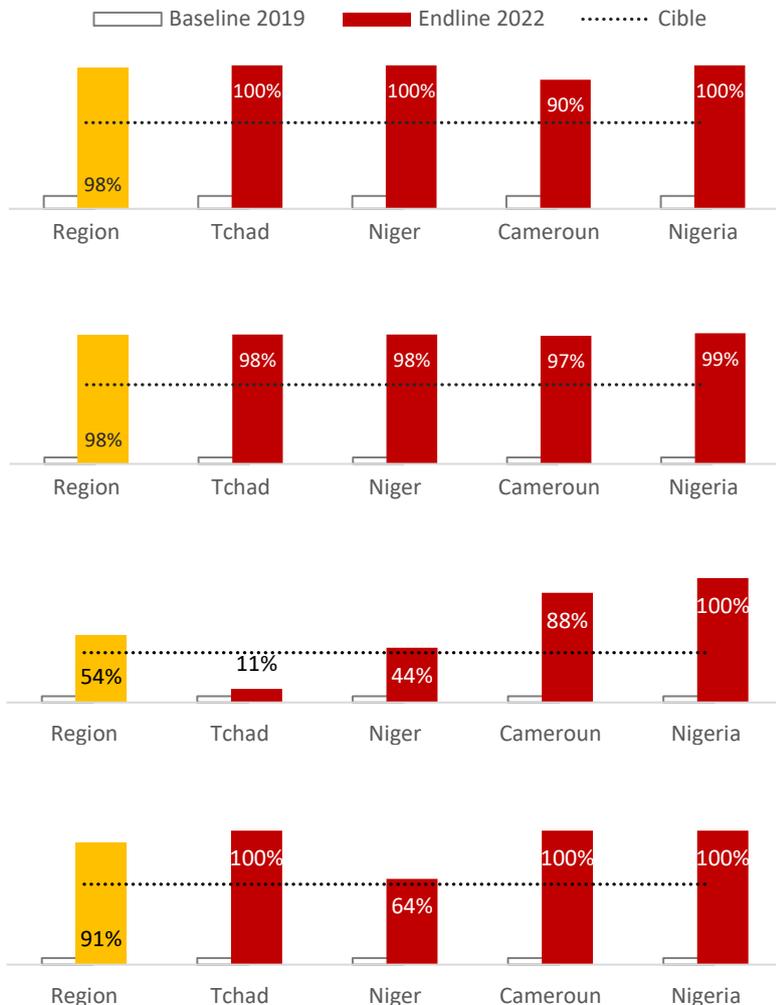
Valeur cible : 40%

Sur l'ensemble, 54% des producteur-riche-s sont inséré-e-s dans les différents maillons des chaînes de valeurs. Au niveau du Tchad, le faible pourcentage s'explique par le retard des activités, qui n'a pas permis de collecter l'ensemble des données au moment de la réalisation de l'enquête finale.

17. % groupements ayant démarré des activités dans les filières porteuses

Valeur cible : 60%

Parmi les groupements appuyés, 91% ont déjà démarré des activités dans les filières porteuses soutenues dans le cadre du projet.



PILIER 3 : Décentralisation et renforcement des acteurs locaux

18. Niveau moyen d'appréciation de l'évolution du rôle joué dans la gestion du territoire par les acteurs ciblés pour le renforcement de capacités

Valeur cible : 6 sur 10

Dans la dernière année de mise en oeuvre, les résultats montrent que l'appréciation moyenne des parties prenantes sur l'évolution de leur rôle est très positive (8 sur un score total de 10) sur l'accompagnement et le renforcement des capacités proposés.

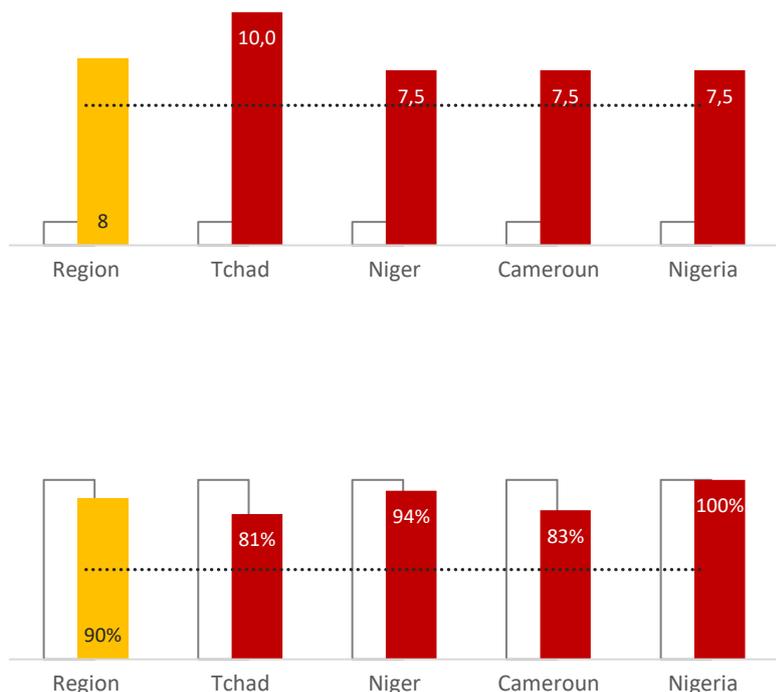
Nombre d'entités territoriales accompagnées : 13 au total

- 4 communes au Cameroun : Mindif, Dargala, Koza et Mora
- 4 communes au Niger : Diffa, Chétimari, N'Guigmi et Mainé Soroa
- 5 cantons au Tchad : N'garangou, Bol, Nguéléa 1 et Nguéléa 2
- 1 Local Government Area au Nigeria : Jere

19.% de communes/LGA, et OSC accompagnées qui estiment jouer un rôle significatif dans la mise en oeuvre du projet

Valeur cible : 50%

75% des acteurs appuyés par RESILAC estiment jouer un rôle significatif dans la mise en oeuvre, à travers les différents dispositifs et mécanismes de gouvernance mise en place. Le biais de désirabilité sociale, en particulier dans un contexte dans lequel il est important pour le bénéficiaire de l'accompagnement d'être apprécié par le décideur, mitige cependant la validité des conclusions tirées sur la base de ces estimations.



20.% de PDL plaçant la jeunesse et le changement climatique en enjeu prioritaire effectif

Valeur cible : 70%

A l'exception du Nigeria, où le niveau de décentralisation est encore mitigé, la totalité des acteurs locaux interviewés lors de l'enquête finale estiment que leur Plan de Développement local place la jeunesse et le changement climatique en enjeu prioritaire pour leurs territoires.

21.% minimum de représentation des femmes au sein des institutions locales engagées dans la mise en œuvre du projet

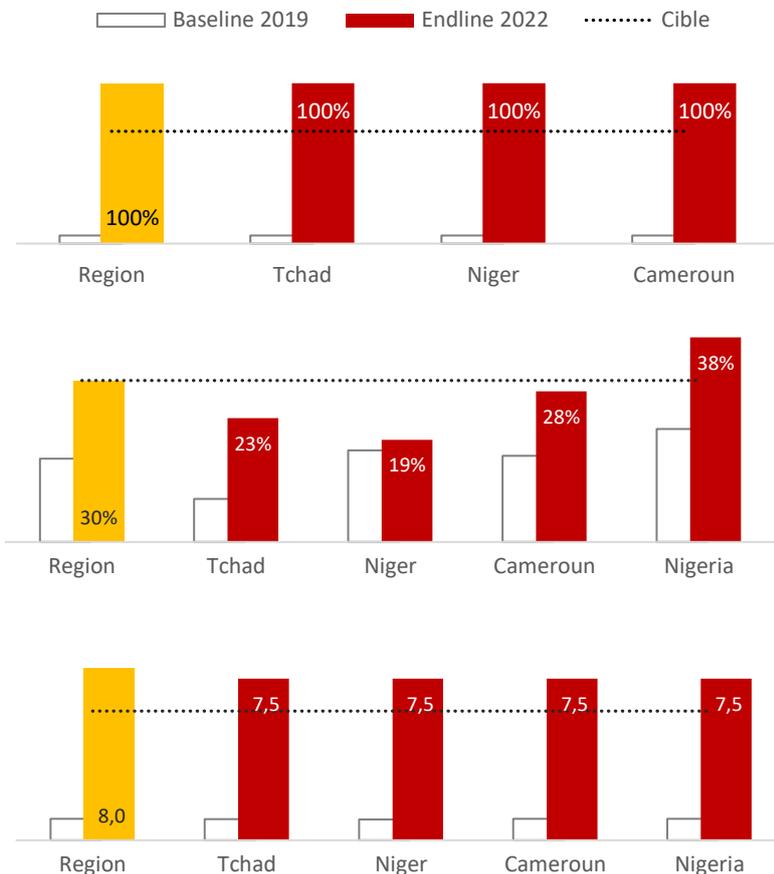
Valeur cible : 30%

La participation des femmes au sein des organisations locales engagées a évolué positivement jusqu'à 30% à la fin du projet. Ceci peut s'expliquer par les efforts additionnels réalisés au long de la dernière année de projet sur la prise en compte du genre.

22.Niveau moyen d'appréciation des institutions de pilotage sur la qualité du processus de capitalisation leur permettant de prendre des mesures concrètes

Valeur cible : 6 sur 10

81% confirment que le projet les aide à prendre des décisions sur leur territoire. Ceci reflète l'appréciation positive des institutions appuyées sur le processus de capitalisation, qui est de 8 sur 10, légèrement supérieur à la cible initialement prévue.



PILIER 4 : Gestion des connaissances et apprentissage

23. % de personnes qui estiment que RESILAC est fondée sur la communication

Valeur cible : 90%

Sur l'ensemble des zones d'intervention, 94% des personnes se sentent suffisamment informées sur RESILAC, illustrant la consolidation d'un climat de confiance entre les communautés et les équipes du projet.

24.% de personnes qui estiment que RESILAC est adapté et approprié à leurs besoins

Valeur cible : 90%

91% des personnes pensent que l'accompagnement proposé par le projet est adapté et approprié par rapport à leurs besoins, confirmant ainsi la pertinence de la stratégie d'intervention du projet.

25. % de personnes qui croient que RESILAC est un levier de changement dans leur vie

Valeur cible : 90%

92% des personnes croient que le projet fait une différence dans leur vie et celle de leur communauté.

« RESILAC, ce sont des activités utiles qu'il a mises en œuvre » exprime un bénéficiaire au Niger. Cette phrase résume la lecture que l'on peut avoir des résultats de l'évaluation finale du projet, où l'utilité n'est pas liée aux montants investis mais à l'adéquation des actions aux besoins des individus et des communautés, « d'autres (partenaires) ont investi de gros montants dans des infrastructures que les gens finissent par abandonner, mais là (RESILAC) c'est du concret et ça a changé la vie des gens ! » avait précisé le même interlocuteur.

